

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies, . . .	35 fr.	20 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif 50 fr.	30 fr.	
{ Pays à plein tarif 60 fr.	35 fr.	

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50
 { Par porteur ou par la poste.
 { Togo, France et Colonies : 1. fr. 75
 { Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum 10 fr.	

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.
 Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

Par décret en date du 28 Août 1941, M. Léonce-Joseph DELPECH, Gouverneur de 3^e classe des colonies, a été nommé Commissaire de l'Etat Français au Togo.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1918		
28 février	— Décret relatif au sauvetage des épaves et bâtiments naufragés . . .	557
1936		
29 octobre	— Décret portant règlement sur les cumuls de retraites, de rémunérations et de fonctions. (<i>Arrêté de promulgation n° 605 du 24 octobre 1941</i>)	564
1939		
24 mars	— Décret relatif à l'organisation du cadre général des services vétérinaires des colonies. (<i>Arrêté de promulgation n° 599 du 24 octobre 1941</i>)	558
29 juillet	— Décret relatif à l'organisation du cadre général des services vétérinaires des colonies. (<i>Arrêté de promulgation n° 599 du 24 octobre 1941</i>)	563
1941		
3 juin	— Loi abrogeant l'article 23 et remplaçant les articles 16 et 17, 23 et 24 du décret du 29 octobre 1936, relatif à la réglementation des cumuls de retraites, de rémunérations et de fonctions ainsi que l'avant-dernier alinéa de l'article 37 de la loi du 30 décembre 1913 sur les pensions, et modifiant l'article 12 de la loi du 20 avril 1940 modificative de la législation des pensions civiles et militaires. (<i>Arrêté de promulgation n° 605 du 24 octobre 1941</i>).	564

10 juin	— Décret portant prorogation de la durée d'application prévue par le décret du 11 février 1938 relatif au délaissement forfaitaire des marins blessés ou malades. (<i>Arrêté de promulgation n° 592 du 24 octobre 1941</i>)	565
1 ^{er} juillet	— Arrêté interministériel portant modification au décret du 29 décembre 1903 relatif aux soldes et accessoires de solde. (<i>Arrêté de promulgation n° 560 du 9 octobre 1941</i>)	566
7 juillet	— Décret relatif à l'application, dans les territoires d'outre-mer relevant du secrétaire d'Etat aux colonies, des dispositions de la loi du 23 novembre 1940, instituant des dispenses d'âge pour le certificat d'études primaires élémentaires. (<i>Arrêté de promulgation n° 593 du 24 octobre 1941</i>)	568
15 juillet	— Arrêté interministériel relatif au contrôle douanier applicable aux colonies et territoires africains sous mandat français. (<i>Arrêté de promulgation n° 594 du 24 octobre 1941</i>).	569
16 juillet	— Arrêté interministériel portant modification au décret du 29 décembre 1903 relatif aux soldes et accessoires de solde. (<i>Arrêté de promulgation n° 560 du 9 octobre 1941</i>)	567
26 juillet	— Décret modifiant les articles 48, 55, 57 et 86 du décret du 1 ^{er} novembre 1928 portant règlement de la caisse intercoloniale de retraites. (<i>Arrêté de promulgation n° 600 du 24 octobre 1941</i>)	569
2 août	— Décret autorisant le Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française, à rendre provisoirement exécutoires les arrêtés relatifs aux taxes et contributions indirectes. (<i>Arrêté de promulgation n° 601 du 24 octobre 1941</i>)	571
5 août	— Décret modifiant l'article 91 du décret du 2 mars 1910, portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires des services coloniaux. (<i>Arrêté de promulgation n° 602 du 24 octobre 1941</i>)	571

5 août	— Décret portant organisation du cadre général des services vétérinaires des colonies. (<i>Arrêté de promulgation n° 603 du 24 octobre 1941</i>)	572
8 août	— Décret relatif à l'application du décret du 19 mai 1939 portant création du cadre général des chemins de fer coloniaux. (<i>Arrêté de promulgation n° 604 du 24 octobre 1941</i>)	573
9 août	— Décret modifiant les articles 2 et 5 du décret du 20 mai 1940 qui a abrogé et remplacé les dispositions du décret du 9 septembre 1939 fixant les conditions d'application du décret-loi du 9 septembre 1939, prohibant ou réglementant, en temps de guerre, l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or. (<i>Arrêté de promulgation n° 595 du 24 octobre 1941</i>)	574
9 août	— Arrêté interministériel portant modification de l'arrêté interministériel du 20 mai 1940 relatif aux opérations prohibées ou autorisées dans les colonies et territoires africains sous mandat français. (<i>Arrêté de promulgation n° 595 du 24 octobre 1941</i>)	574
11 août	— Loi complétant la loi du 27 octobre 1940 relative à l'achat de produits coloniaux. (<i>Arrêté de promulgation n° 596 du 24 octobre 1941</i>)	576
13 août	— Décret instituant, pour les fonctionnaires atteints de tuberculose ouverte, des congés de longue durée à passer dans la colonie de service ou dans une colonie autre que la colonie d'origine. (<i>Arrêté de promulgation n° 606 du 24 octobre 1941</i>)	576
23 août	— Loi réprimant la désertion des marins du commerce et de la pêche.	577
29 août	— Arrêté ministériel suspendant l'obligation de prendre l'avis du comité des travaux publics des colonies. (<i>Arrêté de promulgation n° 597 du 24 octobre 1941</i>)	578
10 septembre	— Décret rendant applicables aux territoires relevant du secrétaire d'Etat aux colonies les dispositions de la loi du 4 mai 1941 complétant l'article 2 du décret-loi du 1 ^{er} septembre 1939, relatif aux actions en justice et aux prescriptions et délais de procédure intéressant les mobilisés. (<i>Arrêté de promulgation n° 598 du 24 octobre 1941</i>)	578

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1941		
15 août	— N° 443 — Arrêté fixant les tarifs du wharf de Lomé à l'exportation pour les produits de la récolte 1939-1940 ayant fait l'objet de convention d'achat.	579
23 septembre	— N° 533 — Arrêté modifiant la liste annexée à l'arrêté n° 424 du 11 août 1941 concernant les prix limites maxima des produits du cru destinés à la consommation locale, à pratiquer dans la commune-mixte de Lomé.	580

1 ^{er} octobre	— N° 3474 F./4 — Arrêté du Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française, fixant les modalités des demande et octroi de l'autorisation prévue à l'article 1 ^{er} et déclaration prévue à l'article 4 du décret du 8 août 1941 relatif aux opérations immobilières en Afrique occidentale française et au Togo.	580
6 octobre	— N° 3515 — Arrêté du Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française, réglementant l'attribution de la Médaille du Mérite de l'Afrique Noire française.	581
14 octobre	— N° 565 — Arrêté modifiant l'article 13 de l'arrêté n° 619 en date du 10 novembre 1938 fixant les règles applicables à l'état civil des personnes de statut indigène.	581
16 octobre	— N° 569 — Arrêté modifiant l'article premier de l'arrêté n° 659 du 17 décembre 1937 instituant un système d'allocations de retraite du personnel indigène.	582
16 octobre	— N° 570 — Arrêté autorisant le versement au budget local du solde créditeur resté au compte-chef du budget de l'emprunt.	582
16 octobre	— N° 573 — Arrêté portant majoration du taux de remboursement des journées de traitement dans les formations sanitaires.	582
16 octobre	— N° 581 — Arrêté ouvrant toutes les localités pourvues d'un bureau de poste au service des colis postaux de 3 kilos.	583
16 octobre	— N° 584 — Arrêté portant annulation de crédits restés sans emploi à la clôture de l'exercice 1940 au budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf.	583
16 octobre	— N° 585 — Arrêté autorisant un prélèvement sur le fonds de renouvellement du budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf.	584
20 octobre	— N° 588 — Arrêté déclarant infecté de peste bovine le canton de Kabou (subdivision de Bassari).	584
20 octobre	— N° 589 — Arrêté édictant des mesures temporaires contre la rage dans le cercle d'Anécho.	584
21 octobre	— N° 590 — Arrêté réglementant la consommation du lait d'importation au territoire du Togo.	585
21 octobre	— N° 759 — Décision portant libération de certain stock de produits de première nécessité.	585
	Rectificatif à l'arrêté n° 453 du 23 août 1941 complétant l'arrêté du 14 janvier 1938 fixant à nouveau les conditions d'application du décret du 24 mars 1923 déterminant au Togo l'exercice des pouvoirs disciplinaires.	585
	Personnel.	586
	Divers.	587

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et communications :

Domaines	590
----------	-----

PARTIE OFFICIELLE**ACTES DU POUVOIR CENTRAL****Sauvetage des épaves et des bâtiments naufragés**

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'ordonnance de la marine d'août 1681;

Vu la déclaration du 15 juin 1735, concernant les naufrages maritimes;

Vu la déclaration du 10 janvier 1770, concernant les naufrages et échouements;

Vu la loi du 22 août 1791;

Vu l'arrêté des consuls du 17 floréal an IX;

Vu la loi du 3 juillet 1877, relative aux réquisitions militaires, modifiée par les lois des 5 mars 1890, 17 juillet 1898, 27 mars 1906 et 23 juillet 1911;

Vu la loi du 3 août 1917 sur les réquisitions civiles;

Vu la loi du 10 février 1918, article 1^{er}, autorisant la réquisition de la totalité de la flotte marchande;

Sur la proposition du commissaire aux transports maritimes et à la marine marchande;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — La remise d'une épave à l'administration de l'inscription maritime ouvre droit, au profit du sauveteur, à une rémunération qui est :

du tiers de la valeur de l'épave ou de son produit brut pour tous objets retirés du fond de la mer ou trouvés en mer au delà de 1 mille de la côte, cette distance étant calculée à partir du lais de la plus basse mer;

du quart de la valeur de l'épave ou de son produit brut, pour tous les objets trouvés sur le rivage ou sur les flots à moins de 1 mille de la côte;

En vue de rémunérer sans délai le sauveteur de ses peines et soins, il lui est payé, à la remise de l'épave et sur estimation de sa valeur par l'administrateur du quartier d'inscription maritime une somme égale à la moitié de la somme fixée ci-dessus.

Cette somme est déterminée par l'administrateur du quartier quand elle ne dépasse pas 150 francs, pour un même sauveteur, à l'occasion d'un seul sauvetage. Pour les rémunérations plus élevées l'autorisation du directeur de l'inscription maritime est nécessaire.

Il n'est rien changé aux dispositions spéciales concernant le sauvetage des ancres, chaînes, etc...

ART. 2. — Tous objets provenant d'épaves maritimes susceptibles d'être employés pour les besoins de la défense nationale ou du ravitaillement national, sont signalés sans retard par l'administrateur de l'inscription maritime aux représentants des services publics pouvant être appelés à en effectuer la réquisition en vertu des lois en vigueur. Ces services doivent faire connaître, dans un délai de quinzaine, s'ils désirent ou non réquisitionner les marchandises ou objets en cause.

Lorsque les épaves ne seront pas réquisitionnées la vente aux enchères en sera ordonnée. Cette vente aura lieu dans le mois du sauvetage pour toute marchandise susceptible de détérioration par suite d'une plus longue attente.

ART. 3. — Pour les bâtiments naufragés dont les propriétaires ne sont ni présents ni représentés, et sous réserve de l'application des conventions internationales concernant la matière, l'administrateur de l'inscription maritime prend toutes les mesures urgentes pour sauver le navire ou, en tout cas, les appareils, embarcations et autres engins de bord, ainsi que la cargaison. En particulier il assure d'urgence la transmission de l'information du sinistre à l'autorité maritime.

ART. 4. — Dès que les services de la marine militaire sont informés d'un sinistre ils prennent, d'office ou sur la demande qui leur en est faite, toutes les mesures utiles pour sauver le navire ou la cargaison, soit par les moyens dont ils disposent, soit en utilisant les concours auxquels il leur est possible de faire appel.

Les frais engagés par les services de la marine militaire sont imputés au passif de la liquidation du naufrage.

ART. 5. — Lorsque la nouvelle d'un sinistre est portée à la connaissance du commissaire aux transports maritimes et à la marine marchande celui-ci fait procéder par l'inspection des épaves et des navires naufragés à une enquête au sujet des conditions dans lesquelles le renflouement pourrait être opéré. Le commissaire aux transports maritimes se concerta, quand il y a lieu, au sujet du sauvetage du bâtiment ou de la cargaison avec les propriétaires ou assureurs intéressés.

Il peut d'accord avec eux, ou leurs représentants, ou d'office, en cas d'abstention des intéressés, prendre toutes les mesures utiles pour le sauvetage du bâtiment ou de la cargaison, si les services de la marine militaire ne s'en sont point chargés ou y ont renoncé. Il peut traiter par adjudication ou de gré à gré avec les entreprises de sauvetage françaises, alliées ou neutres.

Les bâtiments et objets sauvés sont remis à leurs propriétaires s'ils en font la réclamation dans le délai de trois mois à compter du sauvetage, après paiement des droits de douane, le cas échéant, et après prélèvement d'une somme suffisante pour représenter la contribution des intéressés aux dépenses du sauvetage. Passé ce délai il peut être procédé à la vente des objets sauvés.

Toutefois s'il s'agit d'objets ou de denrées périssables la vente peut avoir lieu avant l'expiration du délai fixé au paragraphe précédent.

Le produit net de la vente après paiement des droits de douane, s'il y a lieu, est déposé à la caisse des gens de mer, pour y être tenu à la disposition des ayants droit pendant trente années. A l'expiration de ce délai le montant sera versé à la caisse des invalides de la marine, conformément à l'article 22 de la loi des finances du 22 mars 1897.

ART. 6. — Il n'est pas dérogé aux dispositions de la déclaration du roi du 15 juin 1735 concernant les naufrages.

ART. 7. — Le ministre de la marine, le ministre des finances, le ministre du commerce, de l'industrie,

des postes et des télégraphes, des transports maritimes et de la marine marchande, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 28 février 1918.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le ministre de la marine,
Georges LEYGUES.

Le ministre du commerce,
de l'industrie, des postes et des télégraphes,
des transports maritimes et de la marine marchande,
CLEMENTEL.

Le ministre des finances,
L.-L. KLOTZ.

Cadre général des services vétérinaires des colonies

ARRETE No 599 promulguant au Togo les décrets des 24 mars 1939 et 29 juillet 1939 relatifs à l'organisation du cadre général des services vétérinaires des colonies.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 24 mars 1939;

Vu le décret du 29 juillet 1939;

Vu les instructions en date du 26 septembre 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont promulgués dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, les décrets des 24 mars 1939 et 29 juillet 1939 relatifs à l'organisation du cadre général des services vétérinaires des colonies.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 24 octobre 1941.

Pour le Commissaire de France en tournée,
L'administrateur en chef des colonies,
inspecteur des affaires administratives,
chargé de l'expédition des affaires courantes,
J. de SAINT-ALARY.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 3 juillet 1897, portant règlement sur les indemnités de déplacement et les passages du personnel relevant du ministère des colonies et tous les textes subséquents;

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires du personnel colonial et tous les textes modificatifs;

Vu l'article 65 de la loi de finances du 22 avril 1905;

Vu la loi du 14 avril 1924 sur le régime des pensions civiles et militaires;

Vu le décret du 21 février 1924 et les textes modificatifs portant organisation du personnel des services vétérinaires dans les colonies autres que l'Indochine;

Sur le rapport du ministre des colonies;

DECRETE :

TITRE PREMIER

Dispositions générales

ARTICLE PREMIER. — Le personnel du service vétérinaire, dans les possessions françaises d'outre-mer, colonies, protectorats et territoires sous mandat, relevant du ministère des colonies, comprend :

1^o — Des fonctionnaires appartenant au cadre général des vétérinaires organisé par le présent décret;

2^o — Des fonctionnaires et agents appartenant à des cadres locaux organisés par les gouverneurs généraux, gouverneurs ou chefs de territoire, en vue de seconder le personnel du cadre général.

ART. 2. — Le service vétérinaire des colonies est chargé :

1^o — De la police sanitaire des animaux, notamment de tous les actes et mesure d'ordre technique ayant pour but de rechercher et de combattre les maladies contagieuses et parasitaires; de proposer les actes administratifs ayant le même but;

2^o — De l'inspection de salubrité des produits comestibles d'origine animale tant au point de vue de l'hygiène de la consommation que dans le but de dépister les maladies. Seuls, les vétérinaires sont chargés de l'inspection des abattoirs et tueries particulières des marchés et des produits animaux importés et exportés. A défaut de vétérinaire, ces inspections peuvent être assurées par un vétérinaire auxiliaire ou encore à défaut par un médecin;

3^o — De toutes les questions se rattachant à la conservation, à l'exploitation des animaux et à l'utilisation des produits d'origine animale; à ce titre, de la gérance des établissements spécialement destinés à l'amélioration de l'élevage;

4^o — De l'assistance vétérinaire aux agriculteurs et aux éleveurs; à ce titre de l'étude de toutes les affections sporadiques frappant le cheptel;

5^o — En collaboration avec les autres services :

a) De la colonisation et de la délimitation des concessions en matière d'élevage;

b) De l'orientation technique des établissements agricoles s'intéressant à la vulgarisation de l'élevage, l'alimentation et l'utilisation du bétail;

c) De l'étude des moyens propres à favoriser les transactions commerciales portant sur les animaux et les produits qui en dérivent en particulier de leur conditionnement;

d) Des questions scientifiques concernant la conservation, l'amélioration ou l'exploitation de la faune utile, la destruction de la faune nuisible, l'étude de la flore utile ou nuisible aux animaux;

e) De l'établissement des plans de travaux et constructions intéressant le service.

Les inspecteurs généraux assurent la direction et le contrôle des services vétérinaires dans les gouvernements généraux ou, éventuellement, des services d'intérêt intercolonial.

ART. 3. — La hiérarchie, le traitement, le classement au point de vue des indemnités de route et de séjour, des passages et du traitement dans les hôpitaux du personnel du cadre général des vétérinaires des colonies sont fixés conformément au tableau ci-après :

GRADES ET CLASSES	TRAITEMENTS	CLASSEMENT
	Francs	
Inspecteur général de 1 ^{re} classe	75.000	1 ^{re} catég. A.
Inspecteur général de 2 ^e classe	70.000	
Vétérinaire en chef de 1 ^{re} classe	67.000	
Vétérinaire en chef de 1 ^{re} classe	Après 6 ans	s
	Après 3 ans	
	Avant 3 ans	
Vétérinaire en chef de 2 ^e classe	63.000	1 ^{re} catég. B.
Vétérinaire de 1 ^{re} classe	57.000	
Vétérinaire de 2 ^e classe	51.000	
Vétérinaire de 2 ^e classe	Après 4 ans	
	Avant 4 ans	
Vétérinaire de 3 ^e classe	46.000	
Vétérinaire de 3 ^e classe	42.000	2 ^e catég. (1)
Vétérinaire-adjoint de 1 ^{re} classe	37.000	
Vétérinaire-adjoint de 2 ^e classe	33.000	
Vétérinaire-adjoint de 1 ^{re} classe	Après 4 ans	
	Avant 4 ans	
Vétérinaire-adjoint de 2 ^e classe	30.000	
Vétérinaire-adjoint de 3 ^e classe	26.000	
Vétérinaire-adjoint stagiaire	21.000	
Vétérinaire-adjoint stagiaire	18.000	
Vétérinaire-adjoint stagiaire	15.000	

(1) Les vétérinaires-adjoints et les vétérinaires-adjoints stagiaires, bien que classés dans la 2^e catégorie, voyagent toujours en 1^{re} classe à bord des paquebots. Cette faveur ne leur confère aucun droit aux autres avantages accordés aux officiers supérieurs ou fonctionnaires assimilés (domesticité, bagages, etc.).

Ce personnel reçoit, en outre, un supplément colonial dont la quotité et les conditions d'attribution sont fixées par le règlement général sur la solde et les accessoires de solde du personnel colonial.

ART. 4. — L'effectif total, par gradé, des fonctionnaires du cadre général des vétérinaires des colonies est fixé par arrêté du ministre des colonies, après avis des gouverneurs généraux, gouverneurs et chefs de territoires.

Toutefois, l'effectif des inspecteurs généraux vétérinaires ne pourra, en aucun cas, être supérieur à trois. La péréquation des grades est fixée comme suit :
Vétérinaires en chef, 12 p. 100.
Vétérinaires, 44 p. 100.
Vétérinaires-adjoints, 44 p. 100.

TITRE II

Recrutement

ART. 5. — Nul ne peut être admis dans le cadre général du personnel des services vétérinaires s'il ne réunit les conditions suivantes :

1^o — Être citoyen français ou naturalisé Français depuis dix ans au moins, conformément aux dispositions légales ;

2^o — Avoir effectivement satisfait aux obligations du service militaire actif, sauf incapacité physique dûment constatée ;

3^o — Jouir de tous ses droits civils et politiques ;

4^o — Justifier de l'aptitude au service colonial actif ;

5^o — Être âgé de vingt et un ans au moins et de trente ans au plus au jour de la nomination ;

Toutefois, cette limite d'âge peut être prorogée, jusqu'à trente-cinq ans au maximum, d'une durée égale à celle des services militaires ou des services civils accomplis par le postulant dans une administration publique de l'Etat ou des colonies, admissibles, dans les conditions de la législation sur les pensions et suffisants pour lui permettre de prétendre, à l'âge de cinquante-cinq ans, à pension pour ancienneté de service ;

6^o — Réunir, le cas échéant, les conditions spéciales énumérées dans les articles ci-après.

Les postulants doivent produire, à l'appui de leur demande, adressée au ministre des colonies :

1^o — Une expédition en due forme de leur acte de naissance ;

2^o — Un état signalétique et des services militaires délivré par le bureau de recrutement dont ils relèvent.

Lorsque le candidat n'a pas servi sous les drapeaux, il doit remplacer ce document par un certificat de l'autorité militaire indiquant d'une façon précise sa situation à l'égard de la loi sur le recrutement de l'armée ;

3^o — L'original (ou la copie certifiée conforme par le maire ou le commissaire de police de leur résidence) des diplômes, titres universitaires, certificats de service, etc., qu'ils possèdent ;

4^o — Un certificat de visite et contre-visite constatant l'aptitude physique au service colonial actif, délivré par deux médecins militaires dans les conditions de l'instruction ministérielle du 30 juillet 1929. En outre, un certificat de visite délivré par un médecin phthisiologique ;

5^o — Un certificat de bonne vie et mœurs et un extrait du casier judiciaire dûment légalisé.

Les pièces désignées sous les nos 4 et 5 doivent avoir moins de trois mois de date.

ART. 6. — Les inspecteurs généraux, les vétérinaires en chef, les vétérinaires et les vétérinaires-adjoints sont nommés par décret, sur le rapport du ministre des colonies.

Les vétérinaires-adjoints stagiaires sont nommés par arrêté du ministre des colonies.

ART. 7. — Les inspecteurs généraux, les vétérinaires en chef et les vétérinaires de 1^{re} et 2^e classe sont choisis parmi les fonctionnaires du grade ou de la classe immédiatement inférieure.

Les vétérinaires de 3^e classe sont recrutés :

a) Pour deux tiers des vacances parmi les vétérinaires-adjoints de 1^{re} classe ;

b) Pour un tiers des vacances parmi les agrégés des écoles vétérinaires.

Les vétérinaires-adjoints de 1^{re} classe sont exclusivement choisis parmi les vétérinaires-adjoints de 2^e classe.

Les vétérinaires-adjoints de 2^e classe sont recrutés :

a) Pour deux tiers des vacances parmi les vétérinaires-adjoints de 3^e classe ;

b) Pour un tiers des vacances parmi les chefs de travaux des écoles vétérinaires et les vétérinaires pourvus du diplôme de docteur ès sciences et du doctorat vétérinaire.

Les vétérinaires-adjoints de 3^e classe sont recrutés parmi les vétérinaires-adjoints stagiaires.

Pour les nominations aux divers grades ou classes, à défaut de candidats de l'une des deux catégories a) et b) ci-dessus, les vacances sont attribuées à l'autre catégorie.

ART. 8. — I. — Les vétérinaires-adjoints stagiaires sont recrutés au concours parmi les élèves diplômés des écoles nationales vétérinaires pourvus du doctorat vétérinaire.

Le ministre des colonies fixe, par arrêté, les conditions et le programme de ce concours.

II. — Ils sont astreints, pour compter du jour de leur nomination, à un stage d'une durée maximum de deux années. Ils l'accomplissent pour partie dans

la métropole à l'institut national de médecine vétérinaire exotique, ne pouvant être embarqués à destination des colonies qu'à la condition d'être pourvus du certificat délivré par cet établissement, et pour partie dans les colonies ou territoires relevant du ministère des colonies.

Ils doivent avoir obtenu, à la fin de la période de stage qu'ils accomplissent à l'institut national de médecine vétérinaire exotique, une moyenne générale des notes égale ou supérieure à quatorze vingtièmes, pour être agréés à poursuivre leur stage à la colonie. Cette moyenne générale est mentionnée sur le certificat. Ceux qui auront obtenu une moyenne générale inférieure à quatorze vingtièmes seront licenciés. Toutefois, ils pourront être autorisés par le ministre des colonies, sur la proposition du directeur de l'institut national de médecine vétérinaire exotique à redoubler cette partie du stage l'année suivante. A l'expiration de la première année de stage, les vétérinaires-adjoints stagiaires peuvent, sur rapport motivé du gouverneur général, gouverneur ou chef du territoire, et après avis de la commission de classement prévue à l'article 12, être nommés vétérinaires-adjoints de 3^e classe. Ceux qui ne sont pas titularisés accomplissent une deuxième année de stage, à l'expiration de laquelle ils sont titularisés dans les formes ci-dessus indiquées ou licenciés.

Ceux qui auront été autorisés à redoubler la période effectuée à l'institut national de médecine vétérinaire exotique ne pourront en aucun cas être titularisés avant l'expiration de la deuxième année de stage ni être autorisés à prolonger leur stage au delà de deux ans.

Le licenciement peut intervenir en cours de stage pour mauvaise conduite, incapacité notoire ou incapacité physique, constatée dans les formes ordinaires. Dans ce dernier cas, une indemnité de licenciement pourra être accordée aux intéressés dans les conditions prévues par les règlements sur la solde.

III. — Pendant la durée, fixée par arrêté du ministre des colonies, du stage à l'institut national de médecine vétérinaire exotique, les vétérinaires-adjoints stagiaires reçoivent à la charge des budgets généraux ou locaux des colonies et territoires intéressés la solde de présence et les accessoires de solde de leur grade. Ils ont droit au remboursement des droits d'inscription et d'examen et du transport de leur personne du lieu de leur résidence à Alfort.

Les vétérinaires-adjoints stagiaires souscrivent à leur nomination l'engagement de rembourser au budget qui les aura supportées, les dépenses occasionnées par leur séjour à l'institut national de médecine vétérinaire exotique (solde et accessoires de solde, frais d'études et d'examen, frais de transport) :

1^o — En cas d'abandon volontaire des études à cet institut;

2^o — En cas de licenciement en cours d'études pour insuffisance de notes ou par mesure disciplinaire;

3^o — En cas de non obtention du certificat de fin d'études délivré par l'institut;

4^o — En cas de refus de rejoindre le poste qui leur aura été assigné outre-mer;

5^o — En cas de licenciement à l'expiration du stage professionnel pour mauvaise conduite ou incapacité professionnelle.

ART. 9. — Les vétérinaires civils, appartenant à une administration métropolitaine, visés à l'article 7 du présent décret, ne pourront être admis dans le cadre

général des vétérinaires des colonies, sur l'avis favorable de la commission de classement prévue à l'article 12 qu'après avoir démissionné de leur administration d'origine et sous réserve de la production d'un certificat d'aptitude au service colonial actif délivré dans les conditions fixées à l'article 5.

Toutefois, leur nomination n'aura effet qu'à compter du jour où la démission de leur administration d'origine sera définitive.

TITRE III

Avancement

ART. 10. — Les fonctionnaires du cadre général des vétérinaires des colonies doivent remplir les conditions suivantes pour obtenir un avancement de classe ou de grade au choix ou à l'ancienneté :

1^o — Etre inscrits à un tableau d'avancement dressé par une commission de classement siégeant à Paris, au ministère des colonies;

2^o — Compter, au 1^{er} janvier ou au premier jour du mois qui suivent la réunion de la commission pour l'établissement des tableaux primitifs ou complémentaires une durée de service effectif aux colonies au moins égale à la moitié du temps de séjour exigé pour l'obtention d'un congé administratif dans la ou les colonies où ce service a été effectué, sans toutefois que cette durée soit supérieure à deux ans.

Le temps passé en France par les fonctionnaires du cadre général appelés à servir dans les services relevant du ministère des colonies ou des gouvernements coloniaux, et dans les laboratoires relevant d'autres départements, entre en compte au point de vue de l'avancement comme le temps passé dans une colonie dans laquelle la durée du service effectif exigée pour l'inscription au tableau est de deux ans.

Le temps passé en mission ou dans la position de congé pour servir hors cadre à l'étranger entre en compte, au point de vue de l'avancement, comme celui passé dans la colonie de provenance si la mission ou le service s'effectue en France, comme celui passé dans une colonie dans laquelle la durée du service effectif exigée pour l'inscription au tableau est de deux ans si la mission ou le service s'effectue à l'étranger en Europe, comme celui passé dans une colonie dans laquelle la durée de service effectif exigée pour l'inscription au tableau est de dix-huit mois si la mission ou le service s'effectue à l'étranger hors d'Europe;

3^o — En outre, s'il s'agit d'un avancement au choix, être proposés par les gouverneurs généraux, chefs de colonies et de territoires ou chefs de service sous l'autorité desquels ils sont placés et compter au minimum deux années d'ancienneté dans leur classe.

Toutefois, les fonctionnaires en mission à l'étranger ou placés en congé hors cadre pour servir à l'étranger, devront, si la durée de la mission ou du congé dépasse cinq années, compter au minimum trois années d'ancienneté dans leur classe;

4^o — S'il s'agit d'un avancement à l'ancienneté, compter :

a) Pour une promotion à la deuxième ou à la première classe du grade vétérinaire-adjoint au minimum cinq années d'ancienneté dans leur classe;

b) Pour une promotion à la troisième ou à la deuxième classe du grade de vétérinaire au minimum six années d'ancienneté dans leur classe et n'avoir fait l'objet d'aucune mesure disciplinaire pendant les cinq et six dernières années.

ART. 11. — I. — Le temps de service accompli par les vétérinaires-adjoints stagiaires entre en compte pour une année dans le calcul de l'ancienneté exigée pour leur promotion à la classe supérieure à celle dans laquelle ils sont titularisés.

II. — Les fonctionnaires du cadre général appelés à servir en France, dans les services relevant du ministère des colonies, des gouvernements coloniaux et dans les laboratoires relevant d'autres départements ne peuvent bénéficier des dispositions de l'article 10 qu'en vue d'un seul avancement soit en classe, soit en grade. Toutefois, ceux qui se trouvant déjà en service en France ont obtenu un avancement en tenant compte uniquement de leur séjour colonial effectif antérieur pourront bénéficier des dispositions de l'article 10 pour obtenir un nouvel avancement au titre de leurs services dans la métropole.

III. — Les fonctionnaires placés en service détaché dans la position de congé hors cadres pour servir auprès d'une puissance étrangère ou pour être employés hors de leur service d'origine dans l'administration locale d'une colonie ou d'un pays de protectorat français conservent leurs droits à l'avancement.

ART. 12. — Les membres de la commission de classement sont nommés par le ministre des colonies. Cette commission est composée comme suit :

Le directeur du personnel ou son délégué, président ;
Un inspecteur des colonies ;
Le directeur des affaires économiques ou son délégué ;
Le directeur de l'institut de médecine vétérinaire exotique ;

Deux fonctionnaires du cadre général choisis parmi les plus élevés en grade de ceux présents en France, ou à défaut deux fonctionnaires du cadre général des services techniques et scientifiques de l'agriculture choisis dans les mêmes conditions.

Un rédacteur de l'administration centrale en service à la direction du personnel remplit les fonctions de secrétaire.

Les fonctionnaires du cadre général ne prennent pas part aux délibérations concernant les candidats d'une classe ou d'un grade égal ou supérieur à leur classe ou à leur grade.

Les délibérations de la commission ne sont valables que lorsque cinq de ses membres au moins sont présents.

ART. 13. — La commission de classement établit, chaque année, dans le courant du mois de décembre, le tableau d'avancement de l'année suivante.

Si, dans le courant de l'année le tableau est épuisé, le ministre peut prescrire l'établissement d'un tableau complémentaire pour la même année.

Les listes et les notes des vétérinaires des colonies qui remplissent les conditions requises pour pouvoir être inscrits au tableau d'avancement au choix ou à l'ancienneté, sont adressées au département des colonies avant le 31 octobre par les chefs de colonies et de territoires, les chefs de service pour les fonctionnaires servant dans la métropole, l'autorité qui a provoqué la mission pour ceux en mission à l'étranger. Ces listes accompagnées des calepins de notes et des propositions formulées par ordre de préférence par les chefs des colonies, des territoires ou des services, sont soumises à la commission de classement.

Celle-ci procède :

1^o — A un classement entre ceux des fonctionnaires du cadre général proposés pour un avancement au choix ;

2^o — A un classement par ordre d'ancienneté des vétérinaires de troisième classe, des vétérinaires-adjoints de première, deuxième et troisième classe non proposés, mais réunissant au 1^{er} janvier ou au 1^{er} juillet qui suit la date de sa réunion, les conditions nécessaires pour bénéficier d'un avancement à l'ancienneté ;

3^o — A l'établissement du tableau définitif conformément aux dispositions ci-après :

Le tableau doit comprendre un nombre d'inscriptions égal aux vacances probables pouvant survenir pour chaque grade dans l'année qui suit sa réunion.

Dans le cas où il n'aura pas été possible de promouvoir tous les candidats inscrits aux tableaux de l'année, les intéressés conserveront le bénéfice de leur inscription et devront figurer en tête du tableau de l'année suivante, à moins que la commission de classement n'en décide autrement, sur rapport motivé du chef de la colonie ou du service ou sauf dans les cas prévus au titre IV.

Les inscriptions au tableau d'avancement ont lieu :

a) Pour les promotions à la deuxième et à la première classe du grade de vétérinaire-adjoint à raison de trois tours au choix et d'un tour à l'ancienneté ;

b) Pour les promotions à la troisième classe du grade de vétérinaire à raison de quatre tours au choix et d'un tour à l'ancienneté ;

c) Pour les promotions à la deuxième classe du grade de vétérinaire à raison de cinq tours au choix et d'un tour à l'ancienneté ;

d) Exclusivement au choix pour les promotions à la première classe du grade de vétérinaire et aux grades de vétérinaire en chef et d'inspecteur général.

Lorsque l'avancement a lieu à la fois au choix et à l'ancienneté, à défaut de fonctionnaires de l'une ou l'autre catégorie, le tour n'est pas réservé.

Le tableau est arrêté par le ministre des colonies.

Les nominations sont faites dans l'ordre du tableau.

TITRE IV

Discipline

ART. 14. — Les peines disciplinaires applicables au personnel du cadre général des vétérinaires des colonies sont :

Le blâme avec inscription au dossier ;

La radiation du tableau d'avancement ou le retard dans l'avancement à l'ancienneté ;

La rétrogradation de grade ou de classe ;

La révocation.

ART. 15. — Si l'intérêt public et la discipline l'exigent, le ministre, le gouverneur général ou le gouverneur peut interdire à un fonctionnaire du cadre général des vétérinaires des colonies l'exercice de ses fonctions.

Lorsque cette mesure est prise contre un fonctionnaire, celui-ci doit faire l'objet d'une procédure disciplinaire, conformément aux dispositions du présent décret, dans un délai de deux mois.

ART. 16. — Le blâme avec inscription au dossier est infligé par le ministre des colonies, le gouverneur général, après avis du gouverneur ou chef de territoire ou par le gouverneur sur la proposition du chef hiérarchique du fonctionnaire intéressé.

La radiation du tableau d'avancement et les retards dans l'avancement à l'ancienneté sont prononcés par

Le ministre des colonies, sur la proposition du gouverneur général, du gouverneur ou du chef de territoire et, pour les fonctionnaires détachés en France ou en mission, sur celle de l'autorité administrative dont ils relèvent.

La rétrogradation et la révocation sont prononcées par décret, sur la proposition du ministre des colonies.

Le fonctionnaire rétrogradé en classe ou en grade prend rang dans son nouvel emploi du jour de la décision et ne peut obtenir un avancement qu'après avoir effectué dans cet emploi le temps minimum exigé pour être élevé à la classe ou au grade supérieur sans qu'il puisse être tenu compte du temps qu'il y aurait antérieurement passé.

ART. 17. — Les peines disciplinaires ne peuvent être prononcées qu'après avis de l'une des commissions d'enquête prévues aux articles 18 et 19.

Le fonctionnaire inculqué est admis à présenter sa défense devant la commission d'enquête, soit verbalement, soit par écrit. Il peut aussi se faire assister d'un défenseur de son choix.

Aucune peine disciplinaire ne peut être prononcée sans que le fonctionnaire intéressé ait été appelé à prendre connaissance de son dossier conformément aux dispositions de l'article 65 de la loi du 22 avril 1905.

ART. 18. — La commission d'enquête siégeant dans la colonie est composée comme suit, sur la désignation du gouverneur :

Le secrétaire général de la colonie ou à son défaut un chef d'administration ou de service, président ;

Un administrateur des colonies ;

Le chef des services zootechniques de la colonie ;

Deux fonctionnaires du cadre général des vétérinaires des colonies, d'un grade supérieur ou égal mais d'ancienneté supérieure à celui de l'agent incriminé. A défaut, deux fonctionnaires d'un cadre technique remplissant les mêmes conditions.

Les fonctions de secrétaire sont remplies par un fonctionnaire désigné par le gouverneur.

ART. 19. — Si les faits incriminés se sont passés hors de la colonie à laquelle est affecté le fonctionnaire inculqué, ou si la situation du personnel en service dans la colonie ne permet pas de constituer la commission d'enquête, conformément aux règles posées par l'article 18, le ministre fixe le lieu de réunion de la commission et détermine la composition de celle-ci.

Si le fonctionnaire inculqué se trouve en France, la commission d'enquête est constituée par la commission de classement prévue à l'article 12.

TITRE V

Dispositions spéciales.

ART. 20. — Les fonctionnaires du cadre général des vétérinaires des colonies peuvent être appelés à servir en France, dans les services relevant du ministère des colonies, des gouvernements coloniaux ou dans les laboratoires relevant d'autres départements, dans les conditions fixées par les règlements généraux en vigueur. Le nombre des agents ainsi détachés ne peut être supérieur à quatre.

Ils peuvent également, dans les mêmes conditions, être envoyés en mission en France ou à l'étranger et être placés dans la position de congé hors cadres pour servir dans des entreprises commerciales ou industrielles intéressant le développement de l'influence

française auprès d'une puissance étrangère ou hors de leur service d'origine dans l'administration locale d'une colonie ou d'un pays de protectorat français.

ART. 21. — Sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 6 du décret du 4 avril 1934, portant prohibition du cumul de fonctions, il est interdit aux fonctionnaires du cadre général des vétérinaires des colonies, soit d'exercer une profession industrielle ou commerciale, soit de remplir un emploi privé rétribué, soit d'effectuer, à titre privé, un travail moyennant rémunération.

Cette interdiction ne s'applique pas à la production d'œuvres scientifiques, littéraires ou artistiques.

Ces fonctionnaires peuvent néanmoins, avec l'agrément du ministre des colonies en France, du gouverneur général ou du gouverneur dans la colonie où ils sont en service, donner des enseignements de même nature.

Il ne pourra être dérogé à l'interdiction formulée par cet article qu'exceptionnellement par une décision du ministre prise à titre précaire et toujours révocable dans l'intérêt du service.

ART. 22. — L'honorariat du grade qu'ils possèdent peut, après avis de la commission de classement, être conféré aux fonctionnaires du cadre général des vétérinaires des colonies retraités, démissionnaires ou licenciés pour raison de santé, qui ont effectué au moins quinze années de services administratifs.

ART. 23. — Les fonctionnaires du cadre général des vétérinaires des colonies sont soumis, au point de vue de la pension, au régime de la caisse intercoloniale des retraites.

TITRE VI

Dispositions transitoires

ART. 24. — Jusqu'à ce que l'effectif des fonctionnaires du cadre, tel qu'il est fixé à l'article 4, soit atteint, le personnel du service vétérinaire des colonies pourra comprendre des officiers du service vétérinaire de l'armée, placés hors cadres sur proposition du ministre des colonies.

ART. 25. — A titre transitoire, par dérogation aux dispositions du présent décret et jusqu'au 1^{er} janvier 1940, les vétérinaires contractuels en service à la date du présent décret pourront, sur leur demande, être admis dans le cadre général des vétérinaires des colonies.

Ils seront nommés à un grade et à une classe fixés par décision du ministre des colonies, après avis conforme de la commission de classement.

Pour ce classement, qui ne pourra pas correspondre à un grade supérieur à celui de vétérinaire-adjoint de 1^{re} classe, il sera tenu compte de leurs titres et diplômes et de leurs services antérieurs.

Ils devront justifier, au moment de leur demande, de six années de services effectifs accomplis dans les colonies, les territoires sous mandat ou les pays de protectorat français.

Pour l'admission des contractuels dans le cadre général, il n'est pas fixé de limites d'âge ; ils devront cependant, compte tenu de la validation de leurs services contractuels antérieurs et, éventuellement, de leurs services antérieurs civils et militaires admissibles pour le droit à pension, pouvoir prétendre, à l'âge de soixante ans au plus, à une pension dans les conditions stipulées en son article 18 par le décret du 1^{er} novembre 1928 fixant le statut de la caisse intercoloniale des retraites.

ART. 26. — Un décret fixera la date et les conditions d'application du présent décret à l'Indochine.

Le statut du personnel des services vétérinaires de cette colonie reste fixé, provisoirement, par les textes actuellement en vigueur.

ART. 27. — Les fonctionnaires du cadre général titulaires, à la date du présent décret, du grade de vétérinaire en chef de 3^e classe, demeureront dans ce grade et conserveront leur traitement, à titre personnel, jusqu'à leur promotion à la deuxième classe du même grade.

Les vétérinaires de 1^{re} classe, inscrits à la date du présent décret, au tableau d'avancement pour le grade de vétérinaire en chef de 3^e classe, seront nommés à ce grade et à cette classe et conserveront également le traitement afférent jusqu'à leur promotion à la 2^e classe du même grade.

Les vétérinaires de 2^e classe, non inscrits au tableau d'avancement pour la 1^{re} classe de leur grade, à la date du présent décret, devront compter, au minimum, trois ans d'ancienneté dans leur classe pour pouvoir prétendre à un avancement au choix.

Les vétérinaires de 3^e classe dans la même situation devront compter au minimum trente mois d'ancienneté dans leur classe pour pouvoir prétendre à un avancement au choix.

Aucun vétérinaire de 1^{re} classe ne pourra être nommé vétérinaire en chef de 2^e classe tant que les fonctionnaires du cadre visés aux alinéas 1^{er} et 2 du présent article n'auront pas été promus à ce grade ou n'auront pas réuni les conditions d'ancienneté de service exigées pour cette promotion.

ART. 28. — Toutes dispositions contraires à celles du présent décret sont abrogées.

ART. 29. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 24 mars 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

Georges MANDEL.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 24 mars 1939 portant organisation du cadre général des services vétérinaires des colonies;

Sur la proposition du ministre des colonies;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions des articles 20 et 25 du décret du 24 mars 1939 portant organisation du cadre général des services vétérinaires des colonies sont modifiées ainsi qu'il suit :

Art. 20. — Les fonctionnaires du cadre général des vétérinaires des colonies peuvent être appelés à servir en France, dans les services relevant du ministère des colonies, des gouvernements coloniaux ou dans les laboratoires relevant d'autres départements, dans les conditions fixées par les règlements généraux en vigueur. Le nombre des agents ainsi détachés ne peut être supérieur à dix.

(Le deuxième paragraphe sans changement).

Art. 25. — A titre transitoire, par dérogation aux dispositions du présent décret et jusqu'au 1^{er} janvier 1940, les vétérinaires diplômés des écoles nationales vétérinaires, en service aux colonies, territoires sous mandat ou protectorat français à la date du présent décret, pourront, sur leur demande, être admis dans le cadre général des vétérinaires des colonies.

Ils seront nommés à un grade et à une classe, par arrêté du ministre des colonies, après avis de la commission de classement.

Ils devront justifier, au moment de leur demande, de quatre années de services effectifs accomplis dans les colonies, territoires sous mandat ou protectorat français.

Pour l'admission de ces agents dans le cadre général, il n'est pas fixé de limite d'âge; ils devront toutefois, compte tenu de la validation de leurs services antérieurs et, éventuellement, de leurs services militaires, pouvoir prétendre, à l'âge de soixante ans au plus, à une pension dans les conditions fixées à l'article 18 du décret du 1^{er} novembre 1928 sur la caisse inter-coloniale de retraites.

ART. 2. — Le troisième et le quatrième paragraphe de l'article 27 du décret du 24 mars 1939 sont abrogés.

ART. 3. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 29 juillet 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

Georges MANDEL.

Cumuls de retraites, de rémunérations et de fonctions — Pensions civiles et militaires

ARRETE N° 605 portant promulgation.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 4 avril 1934 portant modification des règles de cumul en matière de traitements, promulgué au Togo le 15 juillet 1934, et les textes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 29 octobre 1936;

Vu la loi du 3 juin 1941;

Vu les instructions en date du 30 septembre 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont promulgués dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France :

1^o — Le décret du 29 octobre 1936 qui porte règlement sur les cumuls de retraites, de rémunérations et de fonctions;

2^a — La loi du 3 juin 1941 abrogeant l'article 23, et remplaçant les articles 16 et 17, 23 et 24 du décret du 29 octobre 1936, relatif à la réglementation des cumuls de retraites, de rémunérations et de fonctions

ainsi que l'avant-dernier alinéa de l'article 37 de la loi du 30 décembre 1913 sur les pensions, et modifiant l'article 12 de la loi du 20 avril 1940 modificative de la législation des pensions civiles et militaires.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 24 octobre 1941.

*Pour le Commissaire de France en tournée,
L'administrateur en chef des colonies,
inspecteur des affaires administratives,
chargé de l'expédition des affaires courantes,
J. de SAINT-ALARY.*

Le décret du 29 octobre 1936 a été publié au Journal officiel de l'A. O. F. du 14 mai 1938 — page 639.

LOI du 3 juin 1941 complétant et modifiant la réglementation des cumuls.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS,
Le conseil des ministres entendu;

DECRETONS :

TITRE PREMIER

*Dispositions concernant les personnels
qui ont fait l'objet de mesures provisoires
de dégage ment des cadres*

ARTICLE PREMIER. — 1^o — Les dispositions ci-après sont applicables aux personnels militaires et démilitarisés des armées de terre, de mer ou de l'air qui :

Ont été placés dans la position de congé d'armistice;

Ont été ou seront nommés à un emploi rémunéré sur le budget de l'une des collectivités ou entreprises prévues à l'article 1^{er} du décret-loi du 29 octobre 1936;

2^o — Les nominations aux emplois visés ci-dessus ne peuvent être prononcées qu'à titre temporaire.

Elles entraînent attribution du traitement ou salaire afférent au nouvel emploi, à l'exclusion de toute allocation de solde;

3^o — Si le traitement ou salaire est inférieur aux allocations de solde attribuées en position de congé d'armistice, les intéressés peuvent opter pour le maintien de ces allocations auxquelles s'ajouteront éventuellement, à l'exclusion de toute autre rémunération :

L'indemnité de résidence, à compter du jour où l'indemnité pour charges militaires cesse d'être attribuée;

Les indemnités représentatives de frais attachés au nouvel emploi;

Les indemnités attachées au stationnement dans un territoire déterminé (A. F. N.-Colonies...);

4^o — Dans le cas où une administration aura fait appel, pour compléter ses cadres, aux personnels militaires ou démilitarisés susvisés, un décret signé du secrétaire d'Etat intéressé et du secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances fixera les conditions particulières d'intégration et de rémunération de ces personnels dans les nouveaux cadres.

ART. 2. — Les dispositions de l'article 1^{er} sont applicables aux personnels civils de l'Etat ou des collectivités ou entreprises énumérées à l'article 1^{er} du décret du 29 octobre 1936 pendant la période où, ayant

quitté leur emploi en vertu des mesures de dégage ment des cadres, ils conservent en totalité ou en partie le bénéfice d'un traitement ou d'un salaire.

ART. 3. — L'agent civil ou le militaire qui quitte l'emploi auquel il a été nommé à titre temporaire recouvre ses droits aux allocations de solde ou de traitement prévus par les lois sur les congés d'armistice ou sur les dégage ments des cadres des personnels civils au point où il les a laissés à sa nomination dans cet emploi.

Ces allocations ne peuvent toutefois être payées que pendant la durée d'application des lois susvisées.

ART. 4. — Les personnels en congé d'armistice nommés à titre temporaire à des emplois civils n'acquièrent dans ces emplois aucun droit à pension civile et conservent, ainsi qu'il est prévu par les lois relatives aux congés d'armistice, leurs droits à pension militaire.

Le montant de la retenue pour pension correspondant à la solde militaire est reversé au trésor par l'administration qui a nommé à l'emploi.

TITRE II

*Dispositions concernant les personnels
qui ont fait l'objet de mesures définitives
de dégage ment des cadres*

(Modifications aux titres V et VI du décret-loi du 29 octobre 1936).

ART. 5. — Les articles 16 et 17 du décret-loi du 29 octobre 1936 sont abrogés et remplacés par les suivants :

« Art. 16. — 1^o — A partir de la publication du présent décret les personnels civils et militaires des collectivités visées à l'article 1^{er} qui ont quitté le service avec droit à pension d'ancienneté ne pourront être pourvus par ces collectivités d'un emploi susceptible d'absorber l'activité complète d'un homme et d'assurer son existence, compte tenu du niveau de l'emploi et des qualités requises pour l'occuper;

« 2^o — Ces retraités ne pourront, en conséquence, être rémunérés par les collectivités intéressées qu'à l'occasion de travaux présentant soit un caractère temporaire ou intermittent, soit une activité et des émoluments restreints.

« Des dérogations plus larges ne pourront être autorisées que dans les conditions prévues par l'article 24 ci-dessous;

« 3^o — Aucun retraité d'ancienneté ne pourra cumuler sa pension avec une rémunération supérieure au quart du dernier traitement d'activité. Toutefois aucune restriction de cumul ne sera apportée lorsque le total de la pension et de la rémunération ne dépassera pas 25.000 francs;

« 4^o — Les militaires et marins retraités d'ancienneté en application des lois relatives aux nouvelles limites d'âge et au dégage ment des cadres (août et septembre 1940) nommés à l'un des emplois définis au paragraphe 1^{er} pourront percevoir intégralement le traitement afférent à leur emploi civil, à la condition de renoncer dans les trois mois de leur nomination à la jouissance de leur pension militaire.

« En fin de carrière cette pension sera rétablie et ils en percevront les arrérages dans les limites prévues par la législation en vigueur, cumulativement avec ceux de la pension civile à laquelle ils auront éventuellement droit;

« 5^o — Pour l'application des règles tracées au présent article, les indemnités visées à l'article 9 du présent décret n'entrent pas en ligne de compte.

« Art. 17. — 1^o — Les dispositions de l'article 16 concernant le cumul d'emploi sont applicables aux titulaires de retraite proportionnelle d'officier à l'exception :

« a) Des officiers qui ont demandé leur retraite en application de la loi du 26 décembre 1925;

« b) Des officiers mis en retraite proportionnelle en application des lois relatives aux nouvelles limites d'âge et au dégagement des cadres (août et septembre 1940);

« 2^o — Les dispositions de l'article 16 concernant les limites pécuniaires de cumul et la faculté de renoncer à la jouissance de la pension pour percevoir le traitement afférent à l'emploi civil, sont applicables aux titulaires d'une retraite proportionnelle d'officier à l'exception de ceux qui ont demandé leur retraite en application de la loi du 26 décembre 1925;

« Toutefois les officiers mis en retraite proportionnelle en application des lois relatives aux nouvelles limites d'âge et au dégagement des cadres (août et septembre 1940) pourront être autorisés à cumuler dans la limite de leur dernière solde d'activité;

« 3^o — Les dispositions de l'article 16 concernant les limites pécuniaires de cumul sont applicables à tous les bénéficiaires de pensions fondées sur la durée des services, à l'exception :

« Des pensions de veuves;

« Des pensions mixtes attribuées en vertu de l'article 59 de la loi du 31 mars 1919;

« Des pensions proportionnelles de sous-officiers ».

ART. 6. — L'article 23 du décret-loi du 29 octobre 1936 est abrogé.

ART. 7. — L'article 24 du décret-loi du 29 octobre 1936 est abrogé et remplacé par le suivant :

« Art. 24. — Il ne pourra être dérogé à titre exceptionnel aux règles ci-dessus énoncées qu'en vertu d'un acte motivé, signé par le secrétaire d'Etat intéressé et le secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances. Cet acte sera pris en la forme d'un décret lorsque la dérogation s'appliquera à l'ensemble d'une catégorie de personnels, et d'un arrêté lorsqu'elle aura un caractère individuel.

« L'acte autorisant cette dérogation devra obligatoirement en préciser la durée qui ne pourra en aucun cas dépasser trois ans sauf renouvellement dans les mêmes formes ».

TITRE III

Dispositions diverses

ART. 8. — Les dispositions des articles 1^{er} et 3 du présent décret sont applicables aux militaires rayés des contrôles en application des lois d'août et septembre 1940 sur les nouvelles limites d'âge et le dégagement des cadres pendant la période d'attribution de solde concédée par ces lois.

ART. 9. — L'attribution d'un pécule en remplacement d'une pension proportionnelle ou d'une solde de réforme dans les conditions prévues par les lois de dégagement entraîne interdiction de toute nomination à un emploi dans les services publics visés à l'article 1^{er} du décret-loi du 29 octobre 1936.

Cette interdiction ne concerne pas le pécule prévu par l'article 2 de la loi du 19 septembre 1940 pour les officiers du personnel de l'armée de l'air ou par l'article 3 de la loi de la même date (armée de mer).

ART. 10. — La pension du fonctionnaire occupant simultanément deux emplois publics comportant des limites d'âge différentes et mis à la retraite au titre

de l'un d'entre eux est liquidée sur la base du traitement afférent à cet emploi.

Par dérogation aux dispositions de l'article 16 du décret-loi du 29 octobre 1936, l'intéressé peut demeurer en fonctions dans son second emploi jusqu'à la limite d'âge y afférente et cumuler sa pension avec la rémunération attachée à celui-ci, dans la limite soit du traitement qu'il percevait en dernier lieu dans l'emploi au titre duquel il a été retraité, soit au traitement afférent à l'emploi qu'il continue d'occuper.

ART. 11. — L'avant-dernier alinéa de l'article 37 de la loi du 30 décembre 1913 est abrogé et remplacé par la disposition suivante :

« En ce qui touche les pensionnés civils, la faculté de cumul prévue au premier alinéa comporte affranchissement des retenues, mais fait obstacle à l'acquisition de nouveaux droits à pension. La renonciation à cette faculté de cumul en vue de l'acquisition de nouveaux droits à pension devra être expresse et faite dans les trois mois de la notification aux intéressés de leur remise en activité ».

ART. 12. — L'article 12 de la loi du 20 avril 1940 portant modification à la législation des pensions civiles et militaires est modifié comme suit :

« Les titulaires de pensions civiles ayant servi au titre militaire pendant la guerre, peuvent cumuler leur pension avec la solde militaire même mensuelle, afférentes à leur grade dans les armées de terre, de mer ou de l'air. Le cumul n'est autorisé toutefois que jusqu'à concurrence de 25.000 francs ou du dernier traitement ayant servi de base à la liquidation de la pension, si ce traitement est supérieur à 25.000 francs. La même disposition est applicable aux retraités bénéficiaires de pensions concédées, soit par l'Etat, soit par l'une des collectivités ou entreprises énumérées à l'article 1^{er} du décret-loi du 29 octobre 1936 relatif aux cumuls.

« Les présentes dispositions auront effet à compter du 1^{er} septembre 1939 ».

ART. 13. — Le présent acte sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 3 juin 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

L'amiral de la flotte,

ministre vice-président du conseil,

Amiral DARLAN.

*Le ministre secrétaire d'Etat
à l'économie nationale et aux finances,*
Yves BOUTHILLIER.

Délaissement forfaitaire des marins blessés ou malades

ARRETE No 592 promulguant au Togo le décret du 10 juin 1941 portant prorogation de la durée d'application prévue par le décret du 11 février 1938 relatif au délaissement forfaitaire des marins blessés ou malades.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 31 décembre 1935 portant règlement d'administration publique relatif au délaissement forfaitaire des marins blessés ou malades, promulgué au Togo le 18 avril 1939;

Vu le décret du 11 février 1938 complétant le décret du 31 décembre 1935 susvisé, promulgué au Togo le 20 avril 1938;

Vu le décret du 31 décembre 1938 modifiant le décret du 31 décembre 1935, et prorogeant le décret du 11 février 1938 précités, promulgué au Togo le 18 avril 1939;

Vu le décret du 10 juin 1941;

Vu les instructions en date du 11 septembre 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 10 juin 1941 portant prorogation de la durée d'application prévue par le décret du 11 février 1938 relatif au délaissement forfaitaire des marins blessés ou malades.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 24 octobre 1941.

*Pour le Commissaire de France en tournée,
L'administrateur en chef des colonies,
inspecteur des affaires administratives,
chargé de l'expédition des affaires courantes,
J. de SAINT-ALARY.*

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE; CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS,

Sur la proposition de l'amiral de la flotte, ministre secrétaire d'Etat à la marine;

Vu l'article 85 de la loi du 13 décembre 1926 portant code du travail maritime, modifié par le décret-loi du 30 juin 1934;

Vu le décret-loi du 17 juin 1938 relatif à la réorganisation et à l'unification du régime d'assurance des marins et notamment son article 3;

Vu le décret du 31 décembre 1935 portant règlement d'administration publique relatif au délaissement forfaitaire des marins blessés ou malades;

Vu le décret portant règlement d'administration publique du 11 février 1938, autorisant la majoration des tarifs fixés au tableau B annexé au décret du 31 décembre 1935;

Vu le décret du 31 décembre 1938 modifiant le décret du 31 décembre 1935 et prorogeant le décret du 11 février 1938;

Le conseil d'Etat entendu;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — La durée d'application du décret du 11 février 1938, prorogée jusqu'au 31 décembre 1940 par le décret du 31 décembre 1938, est prorogée pour une nouvelle période qui prendra fin deux ans après la cessation des hostilités.

ART. 2. — L'amiral de la flotte, ministre secrétaire d'Etat à la marine, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 10 juin 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*L'amiral de la flotte,
ministre secrétaire d'Etat à la marine,
Amiral DARLAN.*

Soldes et accessoires de solde

ARRETE. N° 560 promulguant au Togo les arrêtés interministériels des 1^{er} et 16 juillet 1941 portant modification au décret du 29 décembre 1903 relatif aux soldes et accessoires de solde.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu les arrêtés interministériels des 1^{er} et 16 juillet 1941;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont promulgués dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, les arrêtés interministériels des 1^{er} et 16 juillet 1941 portant modification au décret du 29 décembre 1903 relatif aux soldes et accessoires de solde.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 9 octobre 1941.

J. DELPECH.

LE MINISTRE SECRÉTAIRE D'ÉTAT A L'ÉCONOMIE NATIONALE ET AUX FINANCES, LE MINISTRE SECRÉTAIRE D'ÉTAT A LA GUERRE ET LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX COLONIES,

Vu le décret du 29 décembre 1903 portant règlement sur la solde et les accessoires de solde des troupes coloniales et métropolitaines à la charge du département des colonies et les divers décrets qui l'ont modifié;

Vu la loi du 28 décembre 1940 fixant les crédits applicables aux dépenses du premier trimestre 1941;

Vu la loi du 1^{er} décembre 1940 modifiant l'article 9 de la loi du 18 octobre 1919;

ARRETEMENT :

ARTICLE PREMIER. — Le tableau fixant les règles d'allocation des indemnités, faisant suite à l'article 15 du décret du 29 décembre 1903, est modifié comme suit, jusqu'au 31 décembre 1941 :

A l'indemnité n° 13, indemnité de départ colonial, dans la colonne *Règles d'Allocation*, le début du troisième alinéa :

« L'indemnité de départ colonial est égale à 45 jours de solde nette d'Europe (décret du 11 juin 1934) », est remplacé par le suivant :

« L'indemnité de départ colonial est égale à 60 jours de solde nette d'Europe ».

(Le reste de l'alinéa sans changement).

ART. 2. — Le même tableau est complété comme suit :

INDEMNITÉ N° 25

Indemnité de séparation

Militaires de tous grades, Français, naturalisés français ou servant au titre français, militaires étrangers servant à titre étranger, chefs de famille.

« *Règles d'allocation.* — L'indemnité de séparation est due aux militaires visés ci-contre en service aux colonies et qui ont laissé dans la Métropole la totalité ou une partie des membres de leur famille.

« Elle est due pour l'épouse légitime et pour chacun des enfants donnant droit à l'indemnité pour charges de famille n'ayant pas suivi le chef de famille aux colonies.

« Elle est due du jour de l'embarquement pour les colonies jusqu'à la veille incluse du débarquement au retour dans la Métropole. Elle est perçue mensuellement, à terme échu, au même titre et dans les mêmes conditions que la solde.

« *Dispositions particulières.* — Le paiement de l'indemnité de séparation est subordonné à la production d'une déclaration du militaire s'engageant à ne pas faire venir, aux frais de l'Etat, tout ou partie de sa famille dans la colonie où il est en service.

« Cette déclaration sera remise au chef de corps ou de service de l'intéressé à la colonie, dès le débarquement. La même déclaration peut être souscrite, en cours de séjour, et ouvre alors le droit à l'indemnité de séparation pour compter du jour de l'embarquement du chef de famille.

« Tout militaire qui ayant souscrit l'engagement prévu se fait néanmoins rejoindre par le ou les membres de sa famille visés dans ledit engagement ne pourra prétendre du fait de ceux-ci, pendant son séjour colonial, à aucun des avantages prévus pour les chefs de famille régulièrement accompagnés (logement, vivres remboursables, hospitalisation, soins médicaux, etc.). L'indemnité de séparation est exclusive du droit aux passages de la famille ».

ART. 3. — Le premier alinéa de l'article 27 bis du décret du 29 décembre 1903 est complété comme suit :

Au lieu de : « et de la totalité de l'indemnité pour charges de famille », *mettre :* « de la totalité de l'indemnité pour charges de famille ou des allocations familiales et de la totalité de l'indemnité de séparation ».

ART. 4. — Il est annexé au décret du 29 décembre 1903 le tarif n° 27 ci-après :

TARIF N° 27

(Article 15 : indemnité n° 25)

Indemnité de séparation

GRADES	POUR LA FEMME		POUR CHAQUE ENFANT (taux unique)	
	par an	par mois	par an	par mois
Officiers.	4.800	400	2.400	200
Sous-officiers. . . .	3.600	300	1.800	150
Hommes de troupe	2.400	200	1.200	100

ART. 5. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 1^{er} juillet 1941.

*Le ministre secrétaire d'Etat
à l'économie nationale et aux finances,*

YVES BOUTHILLIER.

Le ministre secrétaire d'Etat à la guerre,
Général HUNTZGER.

Le secrétaire d'Etat aux colonies,
Amiral PLATON.

LE MINISTRE SECRÉTAIRE D'ÉTAT A LA GUERRE, LE
MINISTRE SECRÉTAIRE D'ÉTAT A L'ÉCONOMIE NATIONALE ET AUX FINANCES ET LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT
AUX COLONIES,

Vu le décret du 29 décembre 1903 sur la solde et les accessoires de solde des troupes coloniales et des troupes métropolitaines à la charge du département des colonies et les divers décrets qui l'ont modifié;

Vu le décret du 28 juillet 1921 sur la solde et les accessoires de solde des militaires indigènes des troupes coloniales et les divers décrets qui l'ont modifié;

Vu la loi du 1^{er} décembre 1940 modifiant l'article 9 de la loi du 18 octobre 1919;

ARRENTENT :

ARTICLE PREMIER. — Il est attribué aux officiers, sous-officiers, caporaux-chefs ou brigadiers-chefs de l'active, de la disponibilité et des réserves, appartenant aux formations placées sous l'autorité du commandant supérieur des troupes lorsqu'elles sont en opérations, ou stationnées dans une zone dangereuse déterminée par un arrêté interministériel finances-colonies une majoration d'indemnité pour charges militaires.

ART. 2. — Le tarif de la majoration d'indemnité pour charges militaires est fixé comme suit :

GRADES	TAUX PAR MOIS DE LA MAJORATION D'INDEMNITÉ POUR CHARGES MILITAIRES			
	TAUX N° 1		TAUX N° 2	
	Chef de famille	Célibataire	Chef de famille	Célibataire
Officiers généraux et officiers supérieurs . . .	680	340	340	170
Officiers subalternes . .	540	270	270	135
Aspirants, adjutants-chefs et adjutants	370	185	185	92,50
Autres sous-officiers . .	340	170	170	85,—
Caporaux-chefs et brigadiers-chefs	300	150	150	75,—

ART. 3. — La majoration d'indemnité pour charges militaires est acquise, réduite ou supprimée, dans les mêmes conditions que l'indemnité pour charges militaires, sous réserve des dispositions particulières prévues à l'article 6 ci-dessous.

ART. 4. — Il est attribué aux caporaux, brigadiers et soldats français ou étrangers de l'active, de la disponibilité et des réserves et aux militaires indigènes de l'active et des réserves appartenant aux formations placées sous l'autorité du commandant supérieur des troupes, lorsqu'elles sont en opérations, ou stationnées dans une zone dangereuse telle qu'elle est définie à l'article 1^{er}, une indemnité journalière de zone.

ART. 5. — Les taux de l'indemnité journalière de zone sont fixés comme suit :

GRADES	INDEMNITÉ JOURNALIÈRE de zone	
	Taux n° 1	Taux n° 2
Caporaux, brigadiers et soldats français ou étrangers. . .	4	2
Sous-officiers indigènes. . .	3	1,50
Caporaux et tirailleurs indigènes.	2	1

ART. 6. — Pour la majoration de l'indemnité pour charges militaires comme pour l'indemnité de zone, le taux n° 1 sera alloué aux militaires appartenant à des états-majors, corps ou services participant effectivement à des opérations.

Le taux n° 2 sera alloué aux militaires appartenant à des états-majors, corps ou services stationnés sur des territoires compris dans une zone dangereuse déterminée comme il est spécifié à l'article 1^{er}.

ART. 7. — Un arrêté interministériel finances-colonies déterminera les formations ou territoires qui ouvriront droit ou ont ouvert droit aux majorations et indemnités prévues aux articles qui précèdent ainsi que les dates à partir desquelles elles peuvent être attribuées.

ART. 8. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 16 juillet 1941.

Le ministre secrétaire d'Etat à la guerre,
Général HUNTZIGER.

*Le ministre secrétaire d'Etat
à l'économie nationale et aux finances,*
Yves BOUTHILLIER.

Le secrétaire d'Etat aux colonies,
Amiral PLATON.

Dispenses d'âge pour le certificat d'études primaires élémentaires

ARRETE N° 593 promulguant au Togo le décret du 7 juillet 1941 relatif à l'application, dans les territoires d'outre-mer relevant du secrétaire d'Etat aux colonies, des dispositions de la loi du 23 novembre 1940, instituant des dispenses d'âge pour le certificat d'études primaires élémentaires.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 7 juillet 1941;

Vu les instructions en date du 3 octobre 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 7 juillet 1941 relatif à l'application, dans les territoires d'outre-mer relevant du secrétaire d'Etat aux colonies, des dispositions de la loi du 23 novembre 1940, instituant des dispenses d'âge pour le certificat d'études primaires élémentaires.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 24 octobre 1941.

*Pour le Commissaire de France en tournée,
L'administrateur en chef des colonies,
inspecteur des affaires administratives,
chargé de l'expédition des affaires courantes,*
J. de SAINT-ALARY.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu la loi du 23 novembre 1940 instituant des dispenses d'âge pour le certificat d'études primaires élémentaires délivré dans la métropole;

Vu le décret du 23 août 1902 portant organisation de l'enseignement primaire aux Antilles et à la Réunion;

Vu le décret du 17 septembre 1906 modifié par le décret du 10 février 1914 portant organisation de l'enseignement primaire à la Guyane;

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux colonies;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — L'article 13 du décret du 23 août 1902 sur l'organisation de l'enseignement aux Antilles et à la Réunion est modifié ainsi qu'il suit :

« Il est institué un certificat d'études primaires élémentaires; il est décerné après un examen public auquel pourront se présenter les enfants ayant atteint au moins l'âge de douze ans révolus avant le 31 décembre de l'année de l'examen.

« Des dispenses d'âge pourront être accordées par le chef du service de l'instruction publique, en vue de permettre aux bons élèves de poursuivre leurs études dans l'enseignement secondaire ou dans l'enseignement primaire supérieur. Ces élèves devront avoir fréquenté pendant une année scolaire entière la classe du cours supérieur première année ou la classe préparatoire au certificat d'études primaires élémentaires ».

(Le reste sans changement).

ART. 2. — L'article 40 du décret du 17 septembre 1906 modifié par le décret du 10 février 1914 sur l'organisation de l'enseignement à la Guyane est modifié ainsi qu'il suit :

« Art. 40. — Pour se présenter aux examens du certificat d'études il faut avoir au moins douze ans révolus au 31 décembre de l'année de l'examen. Toutefois des dispenses d'âge pourront être accordées par le chef du service de l'instruction publique aux bons élèves en vue de leur permettre de continuer leurs études dans l'enseignement secondaire ou dans l'enseignement primaire supérieur.

« Les candidats devront avoir suivi pendant une année au moins le cours supérieur de première année ou la classe préparatoire au certificat d'études primaires élémentaires ».

ART. 3. — Dans les autres territoires d'outre-mer relevant du secrétariat d'Etat aux colonies, les dispositions de la loi du 23 novembre 1940 relative aux dispenses d'âge au certificat d'études primaires élémentaires feront l'objet d'une réglementation locale.

ART. 4. — Sont abrogées toutes dispositions contraires.

ART. 5. — Le secrétaire d'Etat aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Vichy, le 7 juillet 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français:
Le secrétaire d'Etat aux colonies,
Amiral PLATON.

LOI instituant des dispenses d'âge pour le certificat d'études primaires élémentaires.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS,
Le conseil des ministres entendu;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Le premier alinéa de l'article 6 de la loi du 28 mars 1882, modifié par la loi du 11 janvier 1910, est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Il est institué un certificat d'études primaires élémentaires; il est décerné après un examen public auquel pourront se présenter les enfants ayant atteint au moins l'âge de douze ans révolus avant le 31 décembre de l'année de l'examen.

« Des dispenses d'âge pourront être accordées par l'inspecteur d'académie, en vue de permettre aux bons élèves de poursuivre leurs études dans l'enseignement secondaire ou dans l'enseignement primaire supérieur. Ces élèves devront avoir fréquenté pendant une année scolaire entière la classe du cours supérieur première année ou la classe préparatoire au certificat d'études primaires élémentaires ».

ART. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 23 novembre 1940.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le garde des sceaux,
ministre secrétaire d'Etat à la justice,*

Raphaël ALIBERT.

*Le secrétaire d'Etat à l'instruction publique,
Georges RIPERT.*

Contrôle douanier

ARRETE N° 594 promulguant au Togo l'arrêté interministériel du 15 juillet 1941 relatif au contrôle douanier applicable aux colonies et territoires africains sous mandat français.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret-loi, les trois décrets et les trois arrêtés interministériels du 9 septembre 1939 relatifs à l'exportation des capitaux, aux opérations de change et au commerce de l'or, promulgués au Togo le 25 septembre 1939 et les actes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté interministériel du 11 avril 1940 modifiant l'arrêté du 9 septembre 1939 relatif au contrôle douanier applicable aux colonies et territoires africains sous mandat français, promulgué au Togo le 30 avril 1940;

Vu l'arrêté interministériel du 15 juillet 1941;

Vu les instructions en date du 30 septembre 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France,

l'arrêté interministériel du 15 juillet 1941 relatif au contrôle douanier applicable aux colonies et territoires africains sous mandat français.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 24 octobre 1941.

*Pour le Commissaire de France en tournée,
L'administrateur en chef des colonies,
inspecteur des affaires administratives,
chargé de l'expédition des affaires courantes,*
J. de SAINT-ALARY.

LE MINISTRE SECRÉTAIRE D'ÉTAT A L'ÉCONOMIE NATIONALE ET AUX FINANCES ET LE CONTRE-AMIRAL SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX COLONIES,

Vu le décret du 8 septembre 1939 prohibant ou réglementant, en temps de guerre, l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or, modifié par décrets du 20 janvier et du 24 avril 1940;

Vu le décret du même jour rendant ledit décret applicable aux colonies et territoires africains sous mandat français;

Vu l'arrêté interministériel du 11 avril 1940 relatif au contrôle douanier;

ARRENTENT :

ARTICLE UNIQUE. — L'alinéa 1^{er} de l'article 6 de l'arrêté du 11 avril 1940 visé ci-dessus est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Le montant maximum que les personnes visées à l'article 5 ci-dessus sont autorisées à introduire dans les territoires relevant de l'autorité du secrétaire d'Etat aux colonies, sous la forme de monnaies et billets de banque français et coloniaux; est fixé à 1.000 francs par personne ».

Fait à Vichy, le 15 juillet 1941.

*Le ministre secrétaire d'Etat
à l'économie nationale et aux finances,*

Yves BOUTHILLIER.

*Le contre-amiral,
secrétaire d'Etat aux colonies,
Amiral PLATON.*

Caisse intercoloniale de retraites

ARRETE N° 600 promulguant au Togo le décret du 26 juillet 1941 modifiant les articles 48, 55, 57 et 86 du décret du 1^{er} novembre 1928 portant règlement de la caisse intercoloniale de retraites.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 1^{er} novembre 1928 portant règlement de la caisse intercoloniale de retraites, promulgué au Togo le 7 décembre 1928;

Vu le décret du 26 juillet 1941;

Vu les instructions en date du 26 septembre 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 26 juillet 1941 modifiant les articles 48, 55, 57 et 86 du décret du 1^{er} novembre 1928 portant règlement de la caisse intercoloniale de retraites.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 24 octobre 1941.

*Pour le Commissaire de France en tournée,
L'administrateur en chef des colonies,
inspecteur des affaires administratives,
chargé de l'expédition des affaires courantes,
J. de SAINT-ALARY.*

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux colonies et du ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances;

Vu la loi du 18 septembre 1940 modifiant les articles 11, 64 et 65 de la loi du 14 avril 1924;

Vu le décret du 3 mai 1939;

Vu le décret du 1^{er} novembre 1928 organique de la caisse intercoloniale de retraites, notamment ses articles 48, 55, 57 et 86;

Vu la délibération du conseil d'administration de la caisse intercoloniale de retraites du 27 décembre 1940;

Vu la loi du 18 décembre 1940;

Le conseil d'Etat entendu;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 48, 55, 57 et 86 du décret du 1^{er} novembre 1928, portant règlement de la caisse intercoloniale de retraites, sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. 48. — I. — Les fonctionnaires et employés assujettis au présent règlement sont admis à la retraite sur leur demande ou peuvent y être admis d'office.

« II. — La demande de mise à la retraite doit faire l'objet d'un préavis de neuf mois de la part de l'intéressé. L'administration peut prononcer cette mise à la retraite avant l'expiration de ce délai.

« III. — L'admission à la retraite est prononcée par l'autorité qui a qualité pour procéder à la nomination et après avis favorable, en ce qui concerne le droit à pension, du service financier de la caisse intercoloniale de retraites saisi préalablement du mémoire de proposition. La caisse indique en même temps le montant présumé de la pension éventuelle de l'ayant droit en vue du paiement immédiat, s'il y a lieu, des avances réglementaires.

« Art. 55. — L'arrêté de concession ou la décision rejetant la demande de pension est pris par le secrétaire d'Etat aux colonies sur l'avis conforme du directeur général de la caisse des dépôts et consignations, chef du service financier de la caisse intercoloniale. La signature du secrétaire d'Etat aux colonies peut être déléguée au directeur du personnel et de la comptabilité au secrétariat d'Etat aux colonies, chef du service de liquidation et de concession de la caisse intercoloniale de retraites.

« Art. 57. — I. — Les pensions attribuées en vertu du présent règlement sont irrévocables. Elles peuvent toutefois être annulées et révisées, s'il y a lieu, après avis du conseil d'administration de la caisse dans les cas suivants par un arrêté signé du secrétaire d'Etat aux colonies ou par délégation du directeur du personnel et de la comptabilité au secrétariat d'Etat aux colonies, chef du service de liquidation et de concession de la caisse intercoloniale :

« 1^o — Lorsqu'une erreur matérielle de liquidation ou de concession a été commise;

« 2^o — Lorsque les énonciations des actes ou les pièces sur le vu desquels la pension a été concédée sont reconnues inexactes, soit en ce qui concerne la fonction ou le grade, le décès ou le genre de mort, soit en ce qui concerne l'état civil ou la situation de famille;

« 3^o — Lorsqu'il est démontré que la pension a été concédée en raison d'infirmités dont l'intéressé n'était pas atteint au moment où son droit a été constaté;

« 4^o — Lorsqu'un ancien fonctionnaire dont le prétendu décès a ouvert droit à pension de veuve ou d'orphelin a été reconnu vivant.

« II. — La restitution des sommes payées indûment ne peut être exigée que si l'intéressé était de mauvaise foi. La restitution sera poursuivie à la diligence de la caisse intercoloniale.

« Art. 86. — I. — Quand il y aura lieu à versement de retenues rétroactives, le recouvrement de ces retenues sera poursuivi par les administrations locales et pour leur compte dans le cas où les services validés auront été accomplis antérieurement au 1^{er} juillet 1929 et seront entrés en compte pour l'établissement de la situation actuarielle à cette date.

« II. — La somme à verser pourra, si la période à laquelle elle s'applique est inférieure à deux ans, faire l'objet de douze versements mensuels, le premier échéant à l'expiration du troisième mois complet écoulé depuis la demande. Si ladite période est égale ou supérieure à deux ans, les retenues seront acquittées par des versements mensuels échelonnés sur autant de semestres que le temps de services à valider comprend d'années entières. Les intéressés pourront, à toute époque, se libérer par anticipation.

« III. — Les sommes restant dues au jour de la concession de la pension seront inscrites sur le livret du pensionné ou de ses ayants cause. Le montant en sera précompté sur les arrérages de la retraite sans que ce prélèvement puisse réduire ces arrérages de plus d'un cinquième. La caisse intercoloniale de retraites fera remisé aux administrations locales des sommes ainsi prélevées.

« IV. — Lorsque les services validés n'auront pas été compris dans la situation actuarielle établie à la date du 1^{er} juillet 1929, les retenues rétroactives, ainsi que la contribution coloniale visée à l'article 83 ci-dessus, seront versées par les administrations locales au compte de la caisse intercoloniale de retraites suivant les modalités de versements prévues aux paragraphes II et III du présent article ».

ART. 2. — Le secrétaire d'Etat aux colonies et le ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié

au *Journal officiel* de l'Etat français et aux journaux et bulletins officiels des colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat dépendant du département des colonies et inséré au *Bulletin officiel* du secrétariat d'Etat aux colonies.

Fait à Vichy, le 26 juillet 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le contre-amiral, secrétaire d'Etat aux colonies,
Amiral PLATON.

*Le ministre secrétaire d'Etat
à l'économie nationale et aux finances,*
YVES BOUTHILLIER.

Taxes et contributions indirectes

ARRETE N° 601 promulguant au Togo le décret du 2 août 1941 autorisant le Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française, à rendre provisoirement exécutoires les arrêtés relatifs aux taxes et contributions indirectes.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 2 août 1941;

Vu les instructions en date du 26 septembre 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 2 août 1941 autorisant le Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française, à rendre provisoirement exécutoires les arrêtés relatifs aux taxes et contributions indirectes.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 24 octobre 1941.

*Pour le Commissaire de France en tournée,
L'administrateur en chef des colonies,
inspecteur des affaires administratives,
chargé de l'expédition des affaires courantes,*

J. de SAINT-ALARY.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux colonies et du ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances;

Vu le décret du 18 octobre 1904 réorganisant le gouvernement général de l'Afrique occidentale française;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 25 juin 1940 créant le haut-commissariat de l'Afrique française;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Par dérogation exceptionnelle et provisoire aux dispositions de l'article 74 (§ B) du décret précité du 30 décembre 1912, le Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française, est autorisé à rendre provisoirement exécutoires les arrêtés modifiant le mode d'assiette et les règles de perception des taxes et contributions indirectes, lorsque l'incidence de ces taxes et contributions est susceptible de provoquer une hausse du coût de la vie.

ART. 2. — Les arrêtés pris dans ces conditions seront immédiatement transmis par la voie la plus rapide au secrétaire d'Etat aux colonies, en vue de leur approbation définitive par décret.

ART. 3. — Le secrétaire d'Etat aux colonies et le ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 2 août 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le ministre secrétaire d'Etat
à l'économie nationale et aux finances,*
YVES BOUTHILLIER.

Le secrétaire d'Etat aux colonies,
Amiral PLATON.

Solde et allocations accessoires

ARRETE N° 602 promulguant au Togo le décret du 5 août 1941 modifiant l'article 91 du décret du 2 mars 1910, portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires des services coloniaux.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 5 août 1941;

Vu les instructions en date du 26 septembre 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 5 août 1941 modifiant l'article 91 du décret du 2 mars 1910, portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires des services coloniaux.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 24 octobre 1941.

*Pour le Commissaire de France en tournée,
L'administrateur en chef des colonies,
inspecteur des affaires administratives,
chargé de l'expédition des affaires courantes,*

J. de SAINT-ALARY.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux colonies;

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux et les textes qui l'ont modifié;

DECRETONS.

ARTICLE PREMIER. — L'article 91 du décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux est modifié comme suit :

Au lieu de :

« § II. — Indemnité de résidence dans Paris »,

Lire :

« § II. — Indemnité de service temporaire en France ».

ART. 2. — Les expressions « indemnité de résidence à Paris » et « à Paris » sont remplacées dans ledit article 91 par les expressions « indemnités de service temporaire en France » et « en France ».

ART. 3. — Le secrétaire d'Etat aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de l'Etat français et inséré au *Bulletin officiel* du secrétariat d'Etat aux colonies.

Fait à Vichy, le 5 août 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le secrétaire d'Etat aux colonies,

Amiral PLATON.

Cadre général des services vétérinaires des colonies

ARRETE N° 603 promulguant au Togo le décret du 5 août 1941 portant organisation du cadre général des services vétérinaires des colonies.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu les décrets des 24 mars 1939 et 29 juillet 1939 relatifs à l'organisation du cadre général des services vétérinaires des colonies, promulgués au Togo le 24 octobre 1941;

Vu le décret du 5 août 1941;

Vu les instructions en date du 26 septembre 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 5 août 1941 portant organisation du cadre général des services vétérinaires des colonies.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 24 octobre 1941.

*Pour le Commissaire de France en tournée,
L'administrateur en chef des colonies,
inspecteur des affaires administratives,
chargé de l'expédition des affaires courantes,
J. de SAINT-ALARY.*

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu le décret du 24 mars 1939 portant organisation du cadre général des services vétérinaires des colonies;

Vu le décret du 29 juillet 1939 modifiant les dispositions des articles 20 et 25 du décret susvisé;

Sur la proposition du secrétaire d'Etat aux colonies;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de l'article 25 du décret du 24 mars 1939 portant organisation du cadre général des services vétérinaires des colonies sont modifiées ainsi qu'il suit :

« Art. 25. — A titre transitoire, par dérogation aux dispositions du présent décret et jusqu'au 1^{er} janvier 1942, les vétérinaires diplômés des écoles nationales vétérinaires, employés à quelque titre que ce soit dans les services des colonies et des territoires sous mandat ou protectorat français à la date du présent décret, pourront, sur leur demande, être admis dans le cadre général des vétérinaires des colonies.

« Ils seront nommés à un grade et à une classe fixés par arrêté du secrétaire d'Etat aux colonies, après avis de la commission de classement. Pour ce classement, qui ne pourra pas correspondre à un grade supérieur à celui de vétérinaire de 1^{re} classe, il sera tenu compte de leurs titres et diplômes et de leurs services antérieurs ».

(Le reste sans changement).

ART. 2. — Les dispositions transitoires du titre VI du décret du 24 mars 1939 sont complétées ainsi qu'il suit par les articles 24 bis et 25 bis :

« Art. 24 bis. — Les élèves diplômés des écoles nationales vétérinaires, titulaires du doctorat vétérinaire, déjà pourvus, à la date du présent décret, du certificat délivré par l'institut national de médecine vétérinaire exotique, et remplissant les conditions de l'article 5 ci-dessus, pourront être nommés, sur titres, vétérinaires adjoints stagiaires, sans être astreints au concours prévu par l'article 8 (§ 1^{er}) ci-dessus. Ils effectueront à la colonie un stage minimum de six mois qui pourra être prolongé d'une année ».

« Art. 25 bis. — A titre également transitoire et jusqu'au 1^{er} janvier 1942, et dans la limite de dix emplois, les vétérinaires adjoints stagiaires pourront être recrutés sur titres parmi les élèves diplômés des écoles nationales vétérinaires pourvus du doctorat vétérinaire et remplissant les conditions prévues à l'article 5 ci-dessus. Ils effectueront entièrement à la colonie le stage prévu par l'article 8 (§ 2) ci-dessus ».

ART. 3. — Le secrétaire d'Etat aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de l'Etat français et inséré au *Bulletin officiel* du secrétariat d'Etat aux colonies.

Fait à Vichy, le 5 août 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le secrétaire d'Etat aux colonies,

Amiral PLATON.

Cadre général des chemins de fer coloniaux

ARRETE N° 604 promulguant au Togo le décret du 8 août 1941 relatif à l'application du décret du 19 mai 1939 portant création du cadre général des chemins de fer coloniaux.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 19 mai 1939 portant création du cadre général des chemins de fer coloniaux, promulgué au Togo le 15 juin 1939;

Vu le décret du 8 août 1941;

Vu les instructions en date du 9 octobre 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 8 août 1941 relatif à l'application du décret du 19 mai 1939 portant création du cadre général des chemins de fer coloniaux.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 24 octobre 1941.

Pour le Commissaire de France en tournée,

L'administrateur en chef des colonies,

inspecteur des affaires administratives,

chargé de l'expédition des affaires courantes,

J. de SAINT-ALARY.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS,

Vu le décret du 23 juillet 1937 complétant le décret du 2 mars 1910 portant réglementation de la solde et des accessoires de solde du personnel des cadres coloniaux, notamment l'article 98;

Vu le décret du 19 mai 1939 portant statut du personnel des chemins de fer coloniaux;

Sur la proposition du secrétaire d'Etat aux colonies;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Le délai de deux ans prévu à l'article 26 du décret du 19 mai 1939 est porté à quatre ans.

Le régime des indemnités professionnelles prévu au décret du 19 mai 1939 peut être appliqué, par arrêtés des gouverneurs généraux, au personnel de direction des chemins de fer et aux agents occupant des emplois réservés par le décret du 19 mai 1939 au personnel supérieur.

ART. 2. — Les gouverneurs généraux sont autorisés à prendre, par arrêté, des dispositions similaires pour les agents occupant des emplois réservés par le décret du 19 mai 1939 au personnel secondaire, ainsi qu'au personnel auxiliaire et journalier dont l'activité a une influence directe sur les résultats financiers de l'exploitation.

ART. 3. — Le secrétaire d'Etat aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 8 août 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le secrétaire d'Etat aux colonies,

Amiral PLATON.

Exportation des capitaux — Opérations de change — Commerce de l'or

ARRETE N° 595 portant promulgation.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret-loi, les trois décrets et les trois arrêtés interministériels du 9 septembre 1939 relatifs à l'exportation des capitaux, aux opérations de change et au commerce de l'or, promulgués au Togo le 25 septembre 1939 et les actes modificatifs subséquents;

Vu le décret et l'arrêté interministériel du 20 mai 1940 relatifs : 1° à l'application dans les colonies et territoires africains sous mandat français du décret du 9 septembre 1939 prohibant ou réglementant en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or; 2° aux opérations prohibées ou autorisées dans les colonies et territoires africains sous mandat, promulgués au Togo le 8 juin 1940;

Vu le décret et l'arrêté interministériel du 9 août 1941;

Vu les instructions en date du 30 septembre 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont promulgués dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France :

1° — Le décret du 9 août 1941 modifiant les articles 2 et 5 du décret du 20 mai 1940 qui a abrogé et remplacé les dispositions du décret du 9 septembre 1939 fixant les conditions d'application du décret-loi du 9 septembre 1939, prohibant ou réglementant, en temps de guerre, l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or;

2° — L'arrêté interministériel du 9 août 1941 portant modification de l'arrêté interministériel du 20 mai 1940 relatif aux opérations prohibées ou autorisées dans les colonies et territoires africains sous mandat français.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 24 octobre 1941.

Pour le Commissaire de France en tournée,

L'administrateur en chef des colonies,

inspecteur des affaires administratives,

chargé de l'expédition des affaires courantes,

J. de SAINT-ALARY.

DECRET du 9 août 1941 portant modification des articles 2 et 5 du décret du 20 mai 1940.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu le décret du 9 septembre 1939 prohibant ou réglementant, en temps de guerre, l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or, modifié par les décrets du 20 janvier 1940 et du 24 avril 1940;

Vu le décret du même jour rendant applicable ledit décret aux colonies et territoires africains sous mandat français;

Vu le décret du 24 avril 1940 fixant les conditions d'application dudit décret, modifié par décrets du 20 mai 1940, 10 octobre 1940 et 20 décembre 1940;

Vu le décret du 20 mai 1940 fixant les conditions d'application dudit décret aux colonies et territoires africains sous mandat français;

Sur le rapport de l'amiral de la flotte, ministre secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, du ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances, du contre-amiral secrétaire d'Etat aux colonies, du secrétaire d'Etat aux communications;

Le conseil des ministres entendu;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Le décret du 20 mai 1940 fixant les conditions d'application dans les colonies et territoires africains sous mandat français du décret du 9 septembre 1939, prohibant ou réglementant, en temps de guerre, l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or, est modifié ainsi qu'il suit :

« Art. 2. — Sont également prohibées, sauf autorisation délivrée dans les conditions prévues par l'article 15 du présent décret :

« 1^o — Toutes négociations de devises ou monnaies étrangères contre d'autres devises ou monnaies étrangères, ainsi que toutes cessions de devises ou monnaies étrangères, que ces négociations ou cessions soient réalisées en France, dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies ou à l'étranger;

« 2^o — Toutes opérations d'achat, de vente, de cession, de transfert, de nantissement portant sur les valeurs mobilières étrangères et titres étrangers négociables lorsque ces opérations sont réalisées en dehors de la France ou des territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies;

« 3^o — Toutes opérations de vente, cession, transfert ou nantissement, réalisées en France ou dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies, et portant sur les valeurs mobilières et titres négociables visés à l'alinéa précédent, lorsque l'acheteur ou cessionnaire est une personne physique de nationalité étrangère résidant en France ou dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies ou l'une des personnes physiques ou morales visées à l'article 5;

« 4^o — Toutes opérations d'achat et de vente réalisées en France, ou dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies, autrement qu'en bourse et portant sur les valeurs mobilières et titres négociables visés aux alinéas précédents;

« Art. 5. — Les personnes physiques de nationalité étrangère ne résidant pas en France ou dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies, ainsi que les personnes morales étrangères pour leurs établissements situés en dehors de la France et des territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies, peuvent être autorisées à transférer les espèces, valeurs ou biens possédés par elles en France et dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies, ou la contre-valeur de ces valeurs ou biens, sous réserve qu'elles justifient que ces espèces, valeurs ou

biens leur appartenaient le jour de la promulgation du décret précité.

« Les mêmes personnes peuvent être autorisées à transférer les espèces, valeurs ou biens acquis par elles postérieurement au moyen de fonds dont la provenance étrangère est dûment justifiée, ainsi que les espèces constituées et les valeurs ou biens acquis au moyen des revenus de tous biens ou valeurs possédés en France et dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies.

« Les personnes physiques de nationalité française ne résidant pas en France ou dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies ainsi que les personnes morales françaises pour leurs établissements situés en dehors de la France et des territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies, peuvent également bénéficier des autorisations prévues aux deux alinéas qui précèdent.

« L'achat et la vente de toutes valeurs mobilières françaises et de tous biens mobiliers et immobiliers situés en France ou dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies, lorsque l'acquéreur ou le vendeur est une personne physique ne résidant pas en France ou dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies, ou une personne morale française ou étrangère pour ses établissements situés en dehors de la France et des territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies, peuvent être réglementés par arrêtés conjoints du secrétaire d'Etat aux colonies et du ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances.

« Les autorisations nécessaires pour l'application du présent article sont délivrées dans les conditions prévues aux articles 15 et suivants ».

ART. 2. — L'amiral de la flotte, ministre secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, le ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances, le contre-amiral secrétaire d'Etat aux colonies, le secrétaire d'Etat aux communications sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de l'Etat français et inséré au *Bulletin officiel* du secrétariat d'Etat aux colonies.

Fait à Vichy, le 9 août 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

L'amiral de la flotte,
ministre secrétaire d'Etat aux affaires étrangères,
Amiral DARLAN.

Le ministre secrétaire d'Etat
à l'économie nationale et aux finances,
Yves BOUTHILLIER.

Le contre-amiral,
secrétaire d'Etat aux colonies,
Amiral PLATON.

Le secrétaire d'Etat aux communications,
Jean BERTHELOT.

ARRETE interministériel du 9 août 1941 sur les opérations prohibées ou autorisées.

LE MINISTRE SECRÉTAIRE D'ETAT A L'ECONOMIE NATIONALE ET AUX FINANCES ET LE CONTRE-AMIRAL SECRÉTAIRE D'ETAT AUX COLONIES,

Vu le décret du 9 septembre 1939 prohibant ou réglementant en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or, modifié par décrets des 20 janvier 1940 et 24 avril 1940;

Vu le décret du même jour rendant ledit décret applicable aux colonies et territoires africains sous mandat français;

Vu le décret du 24 avril 1940, modifié par décrets des 20 mai 1940, 10 octobre 1940 et 20 décembre 1940, fixant les conditions d'application dudit décret;

Vu le décret du 20 mai 1940 fixant les conditions d'application dudit décret aux colonies et territoires africains sous mandat français;

Vu l'arrêté du 30 avril 1940 précisant les opérations prohibées ou autorisées, modifié par les arrêtés du 27 mai 1940, du 10 octobre 1940 et du 20 décembre 1940;

Vu l'arrêté du 20 mai 1940 précisant les opérations prohibées ou autorisées, applicable aux colonies et territoires africains sous mandat français;

ARRETERENT :

ARTICLE UNIQUE. — L'arrêté du 20 mai 1940 précisant les opérations prohibées ou autorisées dans les colonies et territoires africains sous mandat français est modifié ainsi qu'il suit :

« Art. 1^{er}. — L'alinéa 12 relatif aux « Valeurs D » est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Valeur E », les valeurs mobilières étrangères et titres étrangers négociables.

« Art. 4. — Sont prohibées, sauf dérogation spéciale qui doit être demandée pour chaque opération à l'office colonial des changes, sur formule conforme à l'annexe n° 1, les opérations suivantes :

« g) Achat de valeurs E — même à titre de remploi — vente, cession, transfert, nantissement de valeurs E, lorsque ces opérations sont réalisées à l'étranger, à moins qu'elles ne soient faites par une personne physique de nationalité étrangère (voir article 5, alinéa i) et article 6, alinéa i) ;

« h) Achat, réalisé à l'étranger, de biens à l'étranger, autres que les valeurs E, sous réserve de la faculté de remploi prévue à l'article 5, alinéa i) et j) ;

« h bis) Achat, réalisé en France, de valeurs mobilières françaises, effets publics français, ou autres titres français négociables à échéance déterminée, si le vendeur est une personne considérée comme étrangère ;

« h ter) Vente de biens immobiliers situés en France, de valeurs mobilières françaises, effets publics français ou autres titres français négociables à échéance déterminée, si l'acheteur est une personne considérée comme étrangère ;

« j) Achat ou vente, réalisé en France, de valeurs E autrement qu'en bourse ;

« k) Vente en bourse, en France, de valeurs E par un ressortissant français à toute personne physique de nationalité étrangère considérée comme française et à toute personne considérée comme étrangère ».

(Le reste sans changement).

« Art. 5. — Sont autorisées, sous réserve de justifications, les opérations suivantes :

« g) Achat, réalisé en France, de biens à l'étranger autres que les valeurs E, à condition que le vendeur soit une personne considérée comme française. L'acheteur et le ou les intermédiaires doivent pouvoir justifier, à toute réquisition des autorités compétentes, que le vendeur était une personne considérée comme française ;

« h) Achat en bourse, en France, de valeurs E par un ressortissant français ou une personne morale considérée comme française, si le vendeur est une per-

sonne considérée comme française. Justifications préalables doivent être fournies aux agents de change ou aux autres intermédiaires chargés de la négociation :

« 1^o — Par le vendeur, qu'il est une personne considérée comme française ;

« 2^o — Par l'acheteur, qu'il est un ressortissant français ou une personne morale considérée comme française :

« i) Achat de biens à l'étranger, y compris les valeurs E, réalisé à l'étranger si l'opération est faite à titre de remploi par une personne physique de nationalité étrangère. L'acheteur et le ou les intermédiaires doivent pouvoir justifier à toute réquisition des autorités compétentes que l'opération constitue le remploi de biens à l'étranger qui appartenaient audit acheteur à la date du 9 septembre 1939 ;

« j) Achat de biens à l'étranger autres que les valeurs E réalisé à l'étranger, si l'opération est faite à titre de remploi de biens à l'étranger autres que les valeurs E, par un ressortissant français ou une personne morale considérée comme française, et sous réserve que les monnaies étrangères utilisées à l'achat desdits biens à l'étranger ne soient pas des devises A. L'acheteur et le ou les intermédiaires doivent pouvoir justifier à toute réquisition des autorités compétentes que l'opération constitue le remploi de biens à l'étranger, autres que les valeurs E, qui appartenaient audit acheteur à la date du 9 septembre 1939 ;

« k) Vente en bourse, en France, de valeurs E, à condition que l'acheteur soit un ressortissant français, ou une personne morale considérée comme française (voir alinéa h) du présent article) ».

(Supprimer l'alinéa l).

(Le reste sans changement).

« Art. 6. — Sont autorisées sans justifications et doivent seulement donner lieu, le cas échéant, à l'accomplissement de certaines formalités, les opérations suivantes :

« h) Vente, cession, transfert, nantissement de biens à l'étranger autres que les valeurs E, lorsque l'opération est réalisée à l'étranger ;

« i) Vente, cession, transfert, nantissement de valeurs E, lorsque l'opération est réalisée à l'étranger par des personnes physiques de nationalité étrangère ;

« j) Vente, cession, transfert, nantissement de biens à l'étranger, lorsque l'opération est réalisée en France, à moins qu'il ne s'agisse de la vente, en France, de valeurs E, cette opération étant soit prohibée (voir article 4, alinéa j et k), soit soumise à justifications (voir article 5, alinéa k) ».

(Le reste sans changement).

« Art. 8. — Sont prohibées, sauf dérogation spéciale qui doit être demandée, pour chaque opération, à l'office colonial des changes, sur formule conforme à l'annexe n° 2, les opérations suivantes :

« f) Achat, réalisé en France, de valeurs E autrement qu'en bourse ;

« g) Achat en bourse, en France, de valeurs E à toute personne considérée comme française, ou ayant le caractère de ressortissant français ;

« h) Vente de biens à l'étranger, réalisée en France, si l'acheteur est une personne considérée comme française ou, s'il s'agit de valeurs E, réalisée en bourse, en France;

« h bis) Vente, réalisée en France, de valeurs mobilières françaises, effets publics français ou autres titres négociables français à échéance déterminée, si l'acheteur est une personne considérée comme française;

« h ter) Achat de biens immobiliers situés en France, de valeurs mobilières françaises, effets publics français ou autres titres négociables à échéance déterminée, si le vendeur est une personne considérée comme française ».

*(Le reste sans changement).

« Art. 10. — Sont autorisées sans justifications et doivent seulement donner lieu, le cas échéant, à l'accomplissement de certaines formalités les opérations suivantes :

« a) Achat, réalisé en France, de biens à l'étranger autres que les valeurs E (voir article 8, alinéa f et g) ».

(Le reste sans changement).

Fait à Vichy, le 9 août 1941.

*Le contre-amiral,
secrétaire d'Etat aux colonies,
Amiral PLATON.*

*Le ministre secrétaire d'Etat
à l'économie nationale et aux finances,
YVES BOUTHILLIER.*

Achat de produits coloniaux

ARRETE No 596 promulguant au Togo la loi du 11 août 1941 complétant la loi du 27 octobre 1940, relative à l'achat de produits coloniaux.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 27 octobre 1940 relative à l'achat de produits coloniaux, promulguée au Togo le 8 juin 1941;

Vu la loi du 11 août 1941;

Vu les instructions en date du 9 octobre 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulguée dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, la loi du 11 août 1941 complétant la loi du 27 octobre 1940, relative à l'achat de produits coloniaux.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 24 octobre 1941.

*Pour le Commissaire de France en tournée,
L'administrateur en chef des colonies,
inspecteur des affaires administratives,
chargé de l'expédition des affaires courantes,
J. de SAINT-ALARY.*

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Le conseil des ministres entendu;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — La loi du 27 octobre 1940 relative à l'achat des produits coloniaux est complétée ainsi qu'il suit :

« Quiconque aura, à l'occasion de l'achat sur place des stocks de produits coloniaux, soit par déclaration frauduleuse, soit par tout autre moyen, tenté de se faire attribuer en paiement des sommes supérieures à la valeur réelle des stocks effectivement cédés par lui à l'administration sera poursuivi pour escroquerie et passible des peines prévues à l'article 405 du code pénal. Les mêmes peines seront applicables aux complices ».

ART. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 11 août 1941.

PHILIPPE PETAIN,

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le général d'armée
commandant en chef des forces terrestres,
ministre secrétaire d'Etat à la guerre,
Général HUNTZIGER.*

*Le ministre secrétaire d'Etat
à l'économie nationale et aux finances,
YVES BOUTHILLIER.*

*Le secrétaire d'Etat au ravitaillement,
Pierre CAZIOT.*

*Le garde des sceaux,
ministre secrétaire d'Etat à la justice,
Joseph BARTHÉLEMY.*

*Le contre-amiral,
secrétaire d'Etat aux colonies,
Amiral PLATON.*

Congés de longue durée pour tuberculose

ARRETE No 606 promulguant au Togo le décret du 13 août 1941 instituant, pour les fonctionnaires atteints de tuberculose ouverte, des congés de longue durée à passer dans la colonie de service ou dans une colonie autre que la colonie d'origine.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 1^{er} décembre 1928 modifiant le régime des indemnités pour charge de famille du personnel colonial, promulgué au Togo le 25 janvier 1929;

Vu le décret du 19 novembre 1931 fixant les conditions d'application au personnel des administrations coloniales organisées par décret, de l'article 51 de la loi du 30 mars 1929 et de la loi du 18 avril 1931 relatives aux congés de longue durée pour tuberculose ouverte, promulgué au Togo le 16 décembre 1931;

Vu le décret du 13 août 1941;

Vu les instructions en date du 30 septembre 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE:

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 13 août 1941 instituant, pour les fonctionnaires atteints de tuberculose ouverte, des congés de longue durée à passer dans la colonie de service ou dans une colonie autre que la colonie d'origine.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 24 octobre 1941.

*Pour le Commissaire de France en tournée,
L'administrateur en chef des colonies,
inspecteur des affaires administratives,
chargé de l'expédition des affaires courantes,
J. de SAINT-ALARY.*

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux colonies;

Vu le décret du 3 juillet 1897 portant règlement sur les passages et les indemnités de route et de séjour allouées aux fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux ou locaux, et les textes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux, et les textes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 1^{er} décembre 1928 fixant les conditions d'attributions des indemnités pour charges de famille aux fonctionnaires des cadres coloniaux, et les textes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 19 novembre 1931 fixant les conditions d'attributions des congés de longue durée pour tuberculose ouverte aux fonctionnaires des services coloniaux, et les textes qui l'ont modifié;

DECRETONS:

ARTICLE PREMIER. — A titre exceptionnel, des congés de longue durée peuvent être accordés par les chefs de colonie aux fonctionnaires atteints de tuberculose ouverte, pour en jouir dans la colonie où les intéressés sont en service, ou dans toute autre colonie qui leur sera désignée.

ART. 2. — Ces congés sont accordés dans les conditions fixées par l'article 4 du décret du 19 novembre 1931.

ART. 3. — D'une manière générale, les fonctionnaires titulaires d'un congé de longue durée à passer dans la colonie où ils sont en service, sont considérés comme étant en congé dans la métropole ou dans leur colonie d'origine.

Ils ne peuvent plus, notamment, prétendre de ce fait qu'aux émoluments prévus à l'article 8 (§ 1^{er}) du décret du 19 novembre 1931.

Le séjour accompli de la sorte n'entre pas en ligne de compte dans le temps de séjour colonial exigé pour l'avancement.

ART. 4. — Les dispositions de l'article 8 (§ 2) du décret du 19 novembre 1931 concernant le logement administratif des fonctionnaires placés en congé de longue durée, et celles de l'article 7 (§ c) du décret du 1^{er} décembre 1928 relatif aux charges de famille, sont applicables aux fonctionnaires bénéficiant du congé défini par l'article 1^{er} du présent décret.

ART. 5. — Les intéressés conservent, pour eux et, le cas échéant, pour leur famille, le droit au passage gratuit à destination de la métropole ou de leur colonie d'origine, et peuvent être rapatriés au cours de leur congé, soit sur leur demande, soit d'office par le chef de la colonie.

ART. 6. — Le congé court du jour où le fonctionnaire cesse son service.

Dans le cas où l'intéressé bénéficierait des dispositions de l'article 5 ci-dessus, le temps de la traversée serait défalqué de la durée du congé en cours.

ART. 7. — Les présentes dispositions seront applicables pendant une durée d'un an à compter de la date du présent décret. Le secrétaire d'Etat aux colonies pourra, toutefois, par arrêté, en proroger l'application pour une ou plusieurs périodes d'un an.

ART. 8. — Le secrétaire d'Etat aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de l'Etat français et inséré au *Bulletin officiel* du secrétariat d'Etat aux colonies.

Fait à Vichy, le 13 août 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français:

Le secrétaire d'Etat aux colonies,

Amiral PEATON.

Désertion des marins du commerce et de la pêche

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Le conseil des ministres entendu;

DECRETONS:

ARTICLE PREMIER. — Tout inscrit maritime ou agent du service général, officier, maître ou membre du personnel subalterne, déserteur, en temps de guerre, dans un port d'une colonie, d'un pays de protectorat ou sous mandat, ou d'un pays étranger, est puni de 2 à 10 ans de réclusion.

Lorsque le coupable est officier, le maximum de la peine est prononcé.

ART. 2. — Sont qualifiés déserteurs, pour l'application de la présente loi, les officiers, maîtres, marins ou agents du service général qui ont volontairement abandonné le navire alors qu'ils étaient portés au rôle d'équipage soit comme membres du personnel, soit comme passagers.

ART. 3. — La constatation de la désertion donne lieu immédiatement:

A la radiation des matricules des gens de mer, à la retenue des salaires acquis, au profit du Trésor, à la suppression des délégations de salaires consenties ou d'office.

La connaissance du crime de désertion appartient aux tribunaux maritimes institués par le code de justice militaire pour l'armée de mer.

La désertion est constatée par une plainte du capitaine adressée à l'autorité maritime du port ou du premier port touché, qui en saisit le préfet maritime ou l'autorité qui possède les pouvoirs judiciaires en vertu du code de justice maritime.

ART. 4. — Le ministre secrétaire d'Etat à la marine est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 23 août 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français:

*Le garde des sceaux,
ministre secrétaire d'Etat à la justice,*
Joseph BARTHÉLEMY.

*L'amiral de la flotte,
ministre secrétaire d'Etat à la marine,*
Amiral DARLAN.

Organismes consultatifs

ARRETE N° 597 promulguant au Togo l'arrêté ministériel du 29 août 1941 suspendant l'obligation de prendre l'avis du comité des travaux publics des colonies.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu l'arrêté interministériel du 22 novembre 1940 suspendant temporairement l'obligation de prendre avis de trois organismes consultatifs des travaux publics, chemins de fer et ports coloniaux, promulgué au Togo le 25 janvier 1941;

Vu l'arrêté ministériel du 29 août 1941;

Vu les instructions en date du 3 octobre 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, l'arrêté ministériel du 29 août 1941 suspendant l'obligation de prendre l'avis du comité des travaux publics des colonies.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 24 octobre 1941.

*Pour le Commissaire de France en tournée,
L'administrateur en chef des colonies,
inspecteur des affaires administratives,
chargé de l'expédition des affaires courantes,
J. de SAINT-ALARY.*

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX COLONIES,

Vu la loi du 19 juillet 1941 prorogeant les dispositions de la loi du 12 juillet 1940 permettant de suspendre par arrêté ministériel les dispositions prévoyant l'avis d'un organisme consultatif;

Vu l'arrêté du 22 novembre 1940 suspendant le comité des travaux publics des colonies jusqu'au 12 juillet 1941;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est suspendue pour la période s'étendant du 12 juillet 1941 au 12 juillet 1942 l'application, à l'occasion de tous actes individuels ou réglementaires, des dispositions prévoyant l'obligation de prendre l'avis du comité des travaux publics des colonies.

ART. 2. — L'inspecteur général des travaux publics des colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Vichy, le 29 août 1941.

Amiral PLATON.

Actions en justice — Prescriptions et détails de procédure intéressant les mobilisés

ARRETE N° 598 promulguant au Togo le décret du 10 septembre 1941 rendant applicables aux territoires relevant du secrétaire d'Etat aux colonies les dispositions de la loi du 4 mai 1941 complétant l'article 2 du décret-loi du 1^{er} septembre 1939, relatif aux actions en justice et aux prescriptions et délais de procédure intéressant les mobilisés.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 9 septembre 1939 déclarant applicables aux territoires relevant du ministère des colonies autres que les Antilles, la Guyane et la Réunion les dispositions du décret du 1^{er} septembre 1939 relatif aux actions en justice et aux prescriptions et délais de procédure intéressant les mobilisés, promulgué au Togo le 10 novembre 1939;

Vu le décret du 8 décembre 1939 déclarant applicable à tous les territoires relevant du ministère des colonies le décret du 3 novembre 1939 relatif aux actions en justice et aux prescriptions et délais de procédure intéressant les mobilisés, promulgué au Togo le 15 janvier 1940;

Vu le décret du 10 septembre 1941;

Vu les instructions en date du 3 octobre 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 10 septembre 1941 rendant applicables aux territoires relevant du secrétaire d'Etat aux colonies les dispositions de la loi du 4 mai 1941 complétant l'article 2 du décret-loi du 1^{er} septembre 1939, relatif aux actions en justice et aux prescriptions et délais de procédure intéressant les mobilisés.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 24 octobre 1941.

*Pour le Commissaire de France en tournée,
L'administrateur en chef des colonies,
inspecteur des affaires administratives,
chargé de l'expédition des affaires courantes,
J. de SAINT-ALARY.*

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice et du secrétaire d'Etat aux colonies;

Vu les articles 6, 8 et 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 1^{er} septembre 1939 relatif aux actions en justice et aux prescriptions et délais de procédure intéressant les mobilisés;

Vu le décret du 9 septembre 1939 déclarant applicables aux territoires relevant du ministère des colonies autres que les Antilles, la Guyane et la Réunion les dispositions du décret susvisé du 1^{er} septembre 1939;

Vu le décret du 3 novembre 1939 modifiant l'article 2 du décret du 1^{er} septembre 1939 relatif aux actions en justice et aux prescriptions et délais de procédure intéressant les mobilisés;

Vu le décret du 8 décembre 1939 déclarant applicables à tous les territoires relevant du ministère des colonies les dispositions du décret susvisé du 3 novembre 1939;

Vu le décret du 26 mai 1940 modifiant le décret susvisé du 1^{er} septembre 1939;

Vu la loi du 4 mai 1941 complétant l'article 2 du décret susvisé du 1^{er} septembre 1939 modifié par les décrets précités des 3 novembre 1939 et 26 mai 1940;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — La loi du 4 mai 1941 susvisée est déclarée applicable aux territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies.

ART. 2. — Le garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice et le secrétaire d'Etat aux colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera inséré au *Journal officiel* de l'Etat français et des territoires intéressés.

Fait à Vichy, le 10 septembre 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le garde des sceaux,
ministre secrétaire d'Etat à la justice,*

Joseph BARTHÉLEMY.

*Le secrétaire d'Etat aux colonies,
Amiral PLATON.*

LOI du 4 mai 1941 complétant l'article 2 du décret du 1^{er} septembre 1939, modifié par les décrets du 3 novembre 1939 et du 26 mai 1940, relatif aux actions en justice et aux prescriptions et délais de procédure intéressant les mobilisés.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Le conseil des ministres entendu;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Il est ajouté à l'article 2 du décret du 1^{er} septembre 1939, modifié par les décrets du 3 novembre 1939 et du 26 mai 1940, l'alinéa suivant :

« Les dispositions du présent article relatives à l'introduction des instances, à leur continuation jusqu'à décision définitive, à l'exécution et à la continuation de l'exécution des décisions judiciaires ou administratives définitives ou exécutoires par provision ou des actes assimilés aux jugements, quant à la force exécutoire par l'article 545 et suivants du code de procédure civile, continueront à s'appliquer aux militaires prisonniers de guerre ou internés pendant un délai de six mois à dater du jour de leur démobilisation. Le délai de six mois commencera à courir à compter de l'entrée en vigueur du présent décret pour ceux qui auront été démobilisés antérieurement à cette date ».

ART. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 4 mai 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le garde des sceaux,
ministre secrétaire d'Etat à la justice,*

Joseph BARTHÉLEMY.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Tarifs du wharf

ARRETE N° 443 fixant les tarifs du wharf de Lomé à l'exportation pour les produits de la récolte 1939-1940 ayant fait l'objet de convention d'achat.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté 69 du 28 janvier 1929, approuvant l'ensemble des tarifs du wharf de Lomé et tous actes modificatifs à ces textes;

Vu l'arrêté 318 du 15 juin 1939 promulguant au Togo le décret du 19 mai 1939 portant réorganisation des chemins de fer coloniaux;

Vu l'arrêté 7 s. r. du 2 octobre 1938 du Haut-Commissaire de la République fixant la procédure d'homologation des tarifs du chemin de fer et du wharf du Togo;

Vu les arrêtés 407 du 27 juillet 1939 et 306 du 8 juin 1940 modifiant certains tarifs du wharf de Lomé;

Vu les avis formulés par les membres du conseil économique du réseau du chemin de fer du Togo dans sa séance du 29 juillet 1941;

Sur la proposition de l'ingénieur principal, directeur du réseau des chemins de fer et du wharf;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 15 août 1941;

Sous réserve d'homologation du Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les arrêtés 407 du 27 juillet 1939 et 306 du 8 juin 1940 ne sont pas applicables à l'exportation des produits de la récolte 1939-1940 ayant fait l'objet de convention entre groupements d'exportation d'une part, et groupements d'importation et de répartition d'autre part, après consultation et sur le contrôle des ministères de l'agriculture (ravitaillement général), des colonies, et de la marine marchande.

ART. 2. — Les demandes de remboursement concernant des marchandises déjà exportées devront, à peine de forclusion, avoir été présentées au directeur du wharf, au plus tard dans les trois mois suivant la parution du présent arrêté au *Journal Officiel* du Togo. Elles devront être accompagnées de toutes pièces justificatives.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 15 août 1941,

J. DELPECH.

(Homologué par arrêté général n° 3476 T. P. du 1^{er} octobre 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française).

Prix des produits du cru

ARRETE N° 533 modifiant la liste annexée à l'arrêté n° 424 du 11 août 1941 concernant les prix limites maxima des produits du cru destinés à la consommation locale, à pratiquer dans la commune-mixte de Lomé.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 25 août 1937 sur la répression des augmentations illégitimes des prix dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat dépendant du ministère des colonies autres que la Martinique et la Réunion, et les textes modificatifs subséquents notamment le décret du 11 août 1940;

Vu le décret du 21 janvier 1941 donnant aux chefs des territoires relevant de l'autorité du Haut-Commissaire de l'Afrique française le pouvoir de taxer le prix de certains produits ou denrées;

Sous réserve d'approbation en conseil d'administration;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est modifiée comme suit la liste des prix limites maxima des produits du cru destinés à la consommation locale, à pratiquer dans la commune-mixte de Lomé :

2 — Produits vivriers (graines et tubercules)

Mais, le kilo 0 fr,75 centimes.

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage dans les bureaux de la mairie et de la subdivision de Lomé ainsi qu'aux marchés de la commune-mixte de Lomé.

Lomé, le 23 septembre 1941.

Pour le Commissaire de France en tournée,
L'administrateur en chef des colonies,
inspecteur des affaires administratives,
chargé de l'expédition des affaires courantes,
J. de SAINT-ALARY.

(Approuvé en conseil d'administration dans sa séance du 16 octobre 1941).

Opérations immobilières

ARRETE N° 3474 F./4 fixant les modalités des demandes et octroi de l'autorisation prévue à l'article 1^{er} et déclaration prévue à l'article 4 du décret du 8 août 1941 relatif aux opérations immobilières en Afrique occidentale française et au Togo.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,
HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 18 octobre 1904 réorganisant le gouvernement général de l'A. O. F. modifié par les décrets des 4 décembre 1920, 30 mars 1925 et 22 juin 1933;

Vu le décret du 25 juin 1940 créant le Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu le décret du 8 août 1941 relatif aux opérations immobilières en Afrique occidentale française et au Togo;

La Commission permanente du conseil de gouvernement entendue;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'autorisation requise pour la validité des opérations énumérées à l'article 1^{er} du décret du 8 août 1941 est demandée par la ou les parties qui acquièrent l'immeuble ou les droits immobiliers ou qui sont preneurs au bail ou par leur mandataire.

Cette demande comporte les mentions suivantes :

1° — Les nom, prénoms, date et lieu de naissance, domicile, profession et nationalité des parties en cause ainsi que leurs liens de parenté ou d'alliance et la qualité en laquelle chacune d'elles intervient dans l'opération;

2° — La nature de l'opération;

3° — La désignation de l'immeuble ou des droits immobiliers qui font l'objet de l'opération ainsi que la contenance pour les immeubles non bâtis.

Cette demande est rédigée en triple exemplaire, sur papier libre.

Elle doit être datée et signée et mentionner l'adresse de la personne à qui la réponse du Gouverneur de la colonie doit être adressée.

Pour les apports d'immeubles ou de droits immobiliers à une société en formation, le projet de statuts, ainsi que la liste des fondateurs doivent toujours être joints à la demande avec l'indication de leurs nom, prénoms, date et lieu de naissance, profession, domicile et nationalité.

En cas d'augmentation de capital, de fusion par voie d'absorption ou de transformation de sociétés, il est produit indépendamment des statuts, les procès-verbaux ou documents qui autorisent l'opération et il est justifié des noms, prénoms, date et lieu de naissance, domicile et nationalité des administrateurs, directeurs ou gérants, associés en nom ou commandite tant de la société bénéficiaire de l'apport que de la société dissoute ou apporteuse.

Les documents prévus par l'alinéa qui précède sont également produits toutes les fois qu'une société est en cause.

ART. 2. — La demande d'autorisation est adressée au Gouverneur de la colonie dans laquelle est situé l'immeuble qui fait l'objet de l'opération.

ART. 3. — Il est tenu au chef-lieu de chaque colonie un registre sur papier libre sur lequel les demandes d'autorisation sont inscrites jour par jour, par ordre de numéro, sans blanc ni interligne. Ce registre est arrêté chaque soir.

Dès leur réception, les demandes sont frappées du timbre à date du gouvernement local.

Il en est délivré un accusé de réception rappelant la date et le numéro d'inscription au registre.

Le Gouverneur décide si l'autorisation est accordée ou refusée; s'il en est besoin, il notifie à l'auteur de la demande qu'il surseoit à la décision aux fins d'enquête.

Les trois exemplaires de la demande sont revêtus de la mention de la décision : l'un est renvoyé par lettre recommandée à la personne désignée dans la demande pour le recevoir.

La notification de la décision pourra aussi avoir lieu exceptionnellement par voie télégraphique ou par radio lorsque le gouverneur le jugera utile.

Dans ce cas, le télégramme ou radiogramme devra se référer explicitement à la demande et désigner clairement l'opération et l'immeuble ou le droit immobilier visés.

A défaut de réponse du Gouverneur dans le délai de trois semaines à compter de la réception de la demande, l'autorisation est considérée comme accordée.

Mention du défaut de réponse est faite dans l'acte ou dans le procès-verbal d'adjudication auquel le récépissé délivré lors du dépôt de la demande reste annexé.

ART. 4. — La déclaration prévue à l'article 4 du décret du 8 août 1941 et visant celles des opérations énumérées à l'article 1^{er} qui ont été réalisées entre le 1^{er} juillet 1940 et la promulgation de ce décret, doit être faite par la ou les parties qui ont acquis l'immeuble ou les droits immobiliers ou qui sont preneurs au bail, ou par leur mandataire.

La déclaration doit être faite même si cette ou ces parties ont cédé par la suite l'immeuble, les droits immobiliers ou le bail.

Elle est rédigée en un exemplaire, sur papier libre et doit comporter les mentions prévues à l'article 1^{er} ci-dessus.

Ce document daté et signé est adressé au Gouverneur de la colonie ou chef du territoire dans lequel est situé l'immeuble qui a fait l'objet de l'opération.

ART. 5. — Les Gouverneurs des colonies du groupe, le Commissaire de France au Togo, le Gouverneur des colonies, administrateur de la circonscription de Dakar sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 1^{er} octobre 1941.

P. BOISSON.

Médaille du Mérite de l'Afrique Noire Française

ARRETE N° 3515 réglementant l'attribution de la Médaille du Mérite de l'Afrique Noire Française.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,
HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE,
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904 réorganisant le gouvernement général de l'Afrique occidentale française et tous actes subséquents qui l'ont complété ou modifié;

Vu le décret du 25 juin 1940 créant un Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu le décret du 26 juin 1941 créant la Médaille du Mérite de l'Afrique Noire Française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Nul ne peut se voir concéder la Médaille du Mérite de l'Afrique Noire Française s'il n'a accompli cinq ans de services civils ou militaires ou de pratique professionnelle en Afrique Noire Française.

ART. 2. — Les conditions prévues par l'article premier ne devront pas être exigées en cas de campagne de guerre ou d'exploration, d'actes de courage et de dévouement ou de services importants rendus au pays.

ART. 3. — Toute proposition établie en faveur d'un non fonctionnaire devra être accompagnée d'un extrait de l'acte de naissance et d'un extrait du casier judiciaire ayant moins de trois mois de date.

ART. 4. — Les propositions sont adressées au Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française pour les fonctionnaires et particuliers par les Gouverneurs des colonies du groupe, pour les militaires par les autorités militaires supérieures.

ART. 5. — Le présent arrêté sera inséré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 6 octobre 1941.

P. BOISSON.

N. B. — Les propositions devront être établies sur un imprimé du modèle ci-annexé.

HAUT-COMMISSARIAT
de
L'Afrique Française
COLONIE

ETAT FRANÇAIS
Travail — Famille — Patrie
Secrétariat d'Etat aux Colonies

Médaille du Mérite de l'Afrique Noire Française

PROPOSITION DU

Nom :
Prénoms :
Grade ou emploi :
Grade dans la Légion d'Honneur :
Résidence :
Durée des services à la date } en Afrique Noire
du } Française
Énumération des fonctions remplies }
et des services rendus }
Nombre de propositions antérieures :

PROPOSITION DU GOUVERNEUR,

DÉCISION DU HAUT-COMMISSAIRE,

Etat civil indigène

ARRETE N° 565 modifiant l'article 13 de l'arrêté n° 619 en date du 10 novembre 1938 fixant les règles applicables à l'état-civil des personnes de statut indigène.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 22 septembre 1887 fixant les attributions des administrateurs des colonies;

Vu le décret du 24 mars 1923 fixant le régime des pouvoirs disciplinaires;

Vu le décret du 21 avril 1933 réorganisant la justice indigène au Togo;

Vu l'arrêté n° 438 en date du 31 juillet 1933 organisant l'état-civil des personnes régies par les coutumes locales;

Vu l'arrêté n° 171 en date du 6 mai 1936 portant organisation du commandement indigène au Togo;

Vu l'arrêté n° 619 du 10 novembre 1938 relatif à l'état-civil indigène;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 13 de l'arrêté n° 619 du 10 novembre 1938 susvisé est ainsi modifié :

Art. 13. — Les déclarations de décès doivent être faites dans les quatre jours qui suivent le décès si la mort a eu lieu dans le chef-lieu de la circonscription administrative ou dans le chef-lieu de canton.

Le reste sans changement.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 14 octobre 1941.

J. DELPECH.

Allocations de retraite

ARRETE N° 569 modifiant l'article premier de l'arrêté n° 659 du 17 décembre 1937 instituant un système d'allocations de retraite du personnel indigène.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté 659 du 17 décembre 1937 instituant un système d'allocations de retraite du personnel indigène;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 16 octobre 1941;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article premier de l'arrêté n° 659 du 17 décembre 1937 instituant un système d'allocations de retraite du personnel indigène est modifié de la façon suivante :

Sur les fonds du budget local, des budgets annexes et des budgets communaux, il peut être alloué aux personnels des cadres locaux indigènes permanents organisés par arrêtés du Commissaire de France, à l'exception des gardes, miliciens et agents de police soumis au point de vue de la retraite à un mode de rémunération spéciale :

1° — des allocations de retraite pour ancienneté de service;

2° — des allocations de retraite proportionnelle;

3° — des allocations de retraite pour cause d'incapacité au service.

ART. 2. — La dépense résultant du paiement des allocations de retraite et des indemnités de charges de famille y afférentes concédées à partir du 1^{er} janvier 1941 aux agents des cadres locaux du Togo en service au compte de l'une des communes mixtes ou indigènes instituées au Territoire, est imputable aux budgets communaux intéressés.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 16 octobre 1941.

J. DELPECH.

**Solde créditeur resté au compte-chef
du budget de l'emprunt**

ARRETE N° 570 autorisant le versement au budget local du solde créditeur resté au compte-chef du budget de l'emprunt.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le rapport n° 3327 du 29 août 1941 du chef du bureau des finances;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 16 octobre 1941;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisé le versement au budget local du Togo, exercice 1941, chapitre IV, article 5, paragraphe 4 « Recettes éventuelles et non

classées » du solde inemployé de 0 f., 80 du compte-chef du budget de l'emprunt.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 16 octobre 1941.

J. DELPECH.

Traitements médicaux

ARRETE N° 573 portant majoration du taux de remboursement des journées de traitement dans les formations sanitaires.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le règlement du 2 août 1912 sur le fonctionnement des services médicaux aux colonies;

Vu l'arrêté du 11 août 1921 réglementant le service de santé dans le territoire du Togo;

Vu l'arrêté du 16 juillet 1941 fixant le prix de remboursement des frais de traitement dans les formations sanitaires du Togo;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 16 octobre 1941;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le tarif des remboursements de la journée de traitement à l'hôpital de Lomé et dans les formations sanitaires des cercles et subdivisions est fixé comme suit pour les malades traités à leur frais ou au compte d'un budget, autre que le budget local savoir :

A — EUROPÉENS :**Hôpital de Lomé :**

1 ^{re} catégorie	100 francs
2 ^e catégorie	75 francs
3 ^e catégorie	50 francs

B — INDIGÈNES :

1^{re} catégorie. — Malades pourvoyant eux-mêmes à leur nourriture :

Hôpitaux des cercles de Lomé, Anécho et du Centre 13 frs.

Hôpitaux du cercle de Sokodé et de la subdivision autonome de Mango 8 frs.

2^e catégorie. — Malades nourris par l'hôpital :

Hôpitaux des cercles de Lomé, Anécho et du Centre 30 frs.

Hôpitaux du cercle de Sokodé et de la subdivision autonome de Mango 20 frs.

ART. 2. — Pour les enfants, le tarif de remboursement est celui afférent à la catégorie à laquelle ils auront été traités, calculé sur les bases suivantes :

Au-dessus de 12 ans tarif entier

De 5 à 12 ans demi-tarif

Au-dessous de 5 ans quart de tarif

Les enfants âgés de moins de 5 ans, non sevrés et nourris par leur mère, sont traités gratuitement lorsque cette dernière est également hospitalisée.

ART. 3. — Pour les marins de commerce délaissés forfaitairement, les taux de majoration à appliquer aux tarifs du tableau B. du décret du 31 décembre 1935 restent fixés pour la période allant du 1^{er} juillet au 31 décembre 1941 par arrêté 294 du 14 juin 1941 et sont les mêmes que ceux prévus à l'arrêté n° 267 en date du 10 mai 1938.

ART. 4. — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 374 du 16 juillet 1941.

ART. 5. — Le présent arrêté, qui sera en vigueur le 1^{er} novembre 1941, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 16 octobre 1941.

J. DELPECH.

Colis postaux

ARRETE N° 581 ouvrant toutes les localités pourvues d'un bureau de poste au service des colis postaux de 3 kilos.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté du 28 décembre 1920 ouvrant au service des colis postaux de 0 à 5 kilos et 5 à 10 kilos toutes les localités du Territoire pourvues d'un bureau de poste et fixant les taxes de transport;

Vu l'arrêté n° 419 du 3 août 1932 ouvrant toutes les localités pourvues d'un bureau de poste au service des colis postaux de 10 à 20 kilos;

Vu la circulaire n° 135 du 9 août 1941 de la direction régionale des P. T. T. de l'A. O. F.;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 16 octobre 1941;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le service des colis postaux de 3 kilos est étendu à toutes les localités du Territoire pourvues d'un bureau de poste.

ART. 2. — Les taxes de transport à l'intérieur du Territoire sont fixées comme suit :

COLIS DE 3 KILOS

BUREAUX	ANÉCHO	ATAKPAMÉ	BASSARI	LAMA-KARA	LOMÉ	PALIMÉ	S/MANGO	SOKODÉ
Anécho.	—	2,50	5,00	5,00	1,50	2,50	5,50	4,50
Atakpamé.	2,50	—	3,00	3,00	2,00	3,00	4,50	3,00
Bassari.	5,00	3,00	—	2,50	4,50	5,00	4,00	2,50
Lama-Kara.	5,00	3,00	2,50	—	4,50	5,00	2,50	2,50
Lomé.	1,50	2,00	4,50	4,50	—	2,00	5,00	4,00
Palimé.	2,50	3,00	5,00	5,00	2,00	—	5,50	4,50
S/Mango.	5,50	4,50	4,00	2,50	5,00	5,50	—	3,00
Sokodé.	4,50	3,00	2,50	2,50	4,00	4,50	3,00	—

Supplément pour transport des colis postaux entre Anécho et la frontière du Dahomey — Colis de 3 kilos : 1 franc.

ART. 3. — Le chef du service des P. T. T. est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entrera en vigueur à compter du 16 octobre 1941 et qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 16 octobre 1941.

J. DELPECH.

Annulation de crédits

ARRETE N° 584 portant annulation de crédits restés sans emploi à la clôture de l'exercice 1940 au budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et plus spécialement l'article 274 de ce décret;

Vu l'arrêté interministériel du 2 juillet 1923 instituant un fonds de roulement, un fonds de renouvellement et un fonds de réserve spécial du service des voies de pénétration et du wharf du Togo;

Vu l'arrêté n° 199 du 10 septembre 1923 réglementant le fonctionnement du fonds de renouvellement du service des voies de pénétration et du wharf du Togo;

Vu l'arrêté n° 200 du 10 septembre 1923 réglementant le fonctionnement du fonds de roulement du service des voies de pénétration et du wharf du Togo modifié par l'arrêté n° 229 du 29 avril 1931 et par l'arrêté n° 262 du 24 mai 1932;

Vu l'arrêté n° 198 du 10 septembre 1923 réglementant le fonds de réserve du service des voies de pénétration et du wharf du Togo;

Vu le décret du 14 mai 1940 portant approbation des budgets du Togo pour l'exercice 1940;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 16 octobre 1941;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont annulés au budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf, exercice 1940, les crédits suivants restés sans emploi au 31 mai 1941 :

CHAPITRE I	981.761,30
— II	214.701,40
— III	1.017.165,10
— IV	1.297.500,—
— V	69.251,10
— VI	206.554,80
— VII	241.762,20
— VIII	315.838,90
— IX	151.500,—
— X	7.565,—
— XI	2.467.024,80
	6.970.624,60

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 16 octobre 1941.

J. DELPECH.

Prélèvement sur fonds de renouvellement

ARRETE N° 585 autorisant un prélèvement sur le fonds de renouvellement du budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;
Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté interministériel du 2 juillet 1923, instituant un fonds de renouvellement spécial au service des voies de pénétration et du wharf du Togo;

Vu le décret du 15 juillet 1941 approuvant le budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf, pour l'exercice 1941;

Vu le rapport n° 419 C. F. du 15 octobre 1941 du directeur du réseau;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 16 octobre 1941;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisé le prélèvement de la somme de SEPT CENT QUARANTE MILLE SEPT CENT CINQUANTE FRANCS, sur le compte du fonds de renouvellement du budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf du Togo afin de permettre le paiement des dépenses inscrites au chapitre XIII de l'exercice 1941.

ART. 2. — Le directeur du réseau, sous-ordonnateur du budget annexe et le trésorier-payeur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié au *Journal officiel* du Territoire et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 16 octobre 1941.

J. DELPECH.

Peste bovine

ARRETE N° 588 déclarant infecté de peste bovine le canton de Kabou (Subdivision de Bassari).

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté du 28 octobre 1933 organisant l'inspection vétérinaire et l'élevage;

Vu l'arrêté n° 425 du 26 juillet 1937 réglementant l'importation et l'exportation des animaux par voie de terre et réglementant la circulation du bétail au Togo;

Vu le télégramme officiel n° 253 du 13 octobre 1941 du commandant du cercle de Sokodé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est déclaré infecté de peste bovine le canton de Kabou (Subdivision de Bassari).

ART. 2. — La circulation des troupeaux de bovidés est formellement interdite dans ledit canton pendant la durée de l'épizootie.

ART. 3. — Le commandant du cercle de Sokodé, le chef de la subdivision de Bassari et l'inspecteur du service vétérinaire et de l'élevage sont chargés,

chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 20 octobre 1941.

Pour le Commissaire de France en tournée,
L'administrateur en chef des colonies,
inspecteur des affaires administratives,
chargé de l'expédition des affaires courantes,
J. de SAINT-ALARY.

Mesures contre la rage

ARRETE N° 589 édictant des mesures temporaires contre la rage dans le cercle d'Anécho.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le télégramme n° 2111 en date du 16 octobre 1941 du commandant du cercle d'Anécho;

Après avis du chef du service de santé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Tous les chiens circulant sur le territoire du cercle d'Anécho devront être muselés ou tenus en laisse pendant deux mois à partir de la date du présent arrêté.

Pendant le même temps, il est interdit aux propriétaires de se dessaisir de leurs chiens si ce n'est pour les faire abattre.

ART. 2. — Les animaux de quelque espèce qu'ils soient, notamment les chiens, chats et singes, atteints de rage constatée ou simplement suspects de rage, doivent être soumis à l'examen du vétérinaire ou, à défaut, du médecin qui prescrira, s'il y a lieu, la mise en observation de quinze jours; l'animal enragé ou suspect devra être conduit par le propriétaire à la fourrière administrative pour y être examiné.

ART. 3. — Les chiens errants et tous ceux qui seraient trouvés sur le territoire du cercle d'Anécho, non munis d'un collier portant le nom et le domicile de leur maître, seront conduits à la fourrière et abattus après un délai de quarante huit heures s'ils n'ont pas été réclamés et si le propriétaire est inconnu.

Le délai est porté à huit jours francs pour les chiens avec collier portant la marque de leurs maîtres.

En cas de remise au propriétaire, ce dernier sera tenu d'acquitter les frais de fourrière.

ART. 4. — Les infractions au présent arrêté seront punies des peines prévues par les règlements selon le statut des contrevenants.

ART. 5. — Vu l'urgence, les dispositions du présent arrêté entreront immédiatement en vigueur. La publication en sera assurée par tous les moyens ordinaires de publicité.

ART. 6. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué, affiché et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 20 octobre 1941.

Pour le Commissaire de France en tournée,
L'administrateur en chef des colonies,
inspecteur des affaires administratives,
chargé de l'expédition des affaires courantes,
J. de SAINT-ALARY.

Consommation du lait d'importation

ARRETE N° 590 réglementant la consommation du lait d'importation au territoire du Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation pour le temps de guerre;

Vu le décret du 2 mai 1939 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre dans les territoires d'outre-mer dépendant de l'autorité du ministre des colonies, notamment en son article 10;

Vu l'arrêté 369 du 5 août 1940 portant limitation temporaire de la vente de certains produits et denrées de première nécessité détenus par le commerce local;

Vu le T. O. n° 340 et le paragraphe in fine de la lettre-avision n° 1129 E/C. des 12 et 16 septembre 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

• ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — A partir de la publication du présent arrêté, la consommation du lait d'importation est uniquement réservée aux nourrissons européens et assimilés.

La consommation mensuelle est strictement limitée aux quantités portées au barème ci-dessous :

Enfants du :	Lait condensé sucré	
1 ^{er} mois	10	boîtes
2 ^e mois	12	—
3 ^e mois	13	—
4 ^e mois	15	—
5 ^e mois	17	—
6 ^e et 7 ^e mois	19	—
8 ^e et 9 ^e mois	20	—
10 ^e et 11 ^e mois	20	—
12 ^e mois	20	—

Enfants après un an :	Lait stérilisé	ou lait concentré sucré
de 12 à 15 mois	22 boîtes	11 boîtes
de 15 à 18 mois	15 —	7 —
de 18 mois à 2 ans	11 —	5 —
de 2 à 3 ans	10 —	5 —
de 3 à 5 ans	7 —	3 —
de 5 à 8 ans	4 —	2 —

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 21 octobre 1941.

Pour le Commissaire de France en tournée,
L'administrateur en chef des colonies,
inspecteur des affaires administratives,
chargé de l'expédition des affaires courantes,
J. de SAINT-ALARY.

Produits et denrées de première nécessité

DECISION N° 759 portant libération de certain stock de produits de première nécessité.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 368 du 5 août 1940 ordonnant le blocage temporaire des stocks de certains produits de première nécessité détenus par le commerce local;

Vu les décisions subséquentes portant déblocage partiel desdits stocks;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Est libérée à la date du 20 octobre 1941 sur les stocks de sécurité constitués conformément aux dispositions de l'arrêté n° 368 du 5 août 1940, la quantité ci-après :

SUCRE :

U. A. C. 1.930 kgs.

ART. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 21 octobre 1941.

Pour le Commissaire de France en tournée,
L'administrateur en chef des colonies,
inspecteur des affaires administratives,
chargé de l'expédition des affaires courantes,
J. de SAINT-ALARY.

Pouvoirs disciplinaires

RECTIFICATIF à l'arrêté n° 453 du 23 août 1941 complétant l'arrêté du 14 janvier 1938 fixant à nouveau les conditions d'application du décret du 24 mars 1923 déterminant au Togo l'exercice des pouvoirs disciplinaires.

Au lieu de :

ARTICLE PREMIER. — Le paragraphe 6 de l'article 2 de l'arrêté du 14 janvier 1938 fixant à nouveau les conditions d'application du décret du 24 mars 1923 déterminant au Togo l'exercice des pouvoirs disciplinaires est complété ainsi qu'il suit :

Lire :

ARTICLE PREMIER. — Le paragraphe 5 de l'article 2 de l'arrêté du 14 janvier 1938 fixant à nouveau les conditions d'application du décret du 24 mars 1923 déterminant au Togo l'exercice des pouvoirs disciplinaires est complété ainsi qu'il suit :

Le reste sans changement.

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL**ACTES DU POUVOIR LOCAL****PERSONNEL EUROPEEN****Reclassement**

Par arrêté n° 562 du :

11 octobre 1941. — Les fonctionnaires qui ont accompli des services contractuels avant leur intégration dans les cadres sont reclassés comme suit :

M. Lalondrelle Georges est reclassé géomètre principal de 1^{re} classe à compter du 1^{er} juillet 1941 au point de vue de l'ancienneté et à compter du 1^{er} octobre 1941 au point de vue de la solde, conserve 5 ans 26 jours pour services militaires non utilisés.

M. Angeletti Laurent est reclassé surveillant principal de 1^{re} classe des travaux publics à compter du 1^{er} octobre 1941 au point de vue de l'ancienneté et de la solde.

M. Combe Roger est reclassé chef de district de 1^{re} classe à compter du 1^{er} juillet 1941 au point de vue de l'ancienneté et à compter du 1^{er} octobre 1941 au point de vue de la solde, conserve 1 mois 22 jours pour services militaires non utilisés.

M. Agniel Jean est reclassé chef de district principal de 3^e classe à compter du 1^{er} juillet 1941 au point de vue de l'ancienneté et à compter du 1^{er} octobre 1941 au point de vue de la solde, conserve 5 mois 4 jours pour services militaires non utilisés.

M. Cerveaux Lyonel est reclassé chef de gare de 3^e classe à compter du 1^{er} juillet 1941 au point de vue de l'ancienneté et à compter du 1^{er} octobre 1941 au point de vue de la solde, conserve 3 mois pour services militaires non utilisés.

M. Piñelli Roch est reclassé agent-comptable principal de 2^e classe à compter du 1^{er} juillet 1941 au point de vue de l'ancienneté et à compter du 1^{er} octobre 1941 au point de vue de la solde, conserve 11 mois 4 jours pour services militaires non utilisés.

M. Plancq Jean est reclassé agent-comptable principal de 2^e classe à compter du 1^{er} juillet 1941 au point de vue de l'ancienneté et à compter du 1^{er} octobre 1941 au point de vue de la solde, conserve 7 mois 5 jours pour services militaires non utilisés.

Suspension de fonctions

Par arrêté n° 568 du :

16 octobre 1941. — M. Milleliri Paul, adjoint principal des services civils des colonies, est suspendu de ses fonctions sans retenue de solde, à compter du 26 septembre 1941.

PERSONNEL INDIGENE**Nominations**

Par arrêté n° 591 du :

22 octobre 1941. — Sont agréés dans le cadre local des P. T. T. pour compter du 1^{er} novembre 1941 :

En qualité de surnuméraire :

Gbaguidi Maurice, facteur auxiliaire de 1^{re} classe.

En qualité de facteur auxiliaire stagiaire de 3^e classe :

Salako Patrice.

Passage à l'échelon supérieur

Par décision n° 765 du :

24 octobre 1941. — Est constaté dans le personnel du cadre commun secondaire de l'enseignement primaire en A. O. F., détaché au Togo, le passage automatique à l'échelon supérieur de solde ci-après :

M. Ankrah David, instituteur-auxiliaire 1^{er} échelon, passe au 2^e échelon de son grade pour compter du 1^{er} octobre 1941.

Rétrogradation

Par arrêté n° 564 du :

12 octobre 1941. — Le commis d'administration de 7^e classe, Dégboé Gaspard, est rétrogradé à la 8^e cl. de son grade, à compter du 1^{er} août 1941.

Retraites

Par arrêté n° 561 du :

11 octobre 1941. — L'ex-ouvrier de 4^e classe des travaux publics Chécouvi Louis, licencié de son emploi pour compression des effectifs par arrêté n° 30 du 18 janvier 1935 est admis à faire valoir ses droits à la retraite pour compter du 10 septembre 1941.

Licenciement

Par décision n° 749 du :

16 octobre 1941. — Le garde-frontière stagiaire Adolphe François est licencié de son emploi pour mauvaise manière habituelle de servir et fautes graves répétées dans le service.

Révocation

Par arrêté n° 563 du :

12 octobre 1941. — L'infirmier de 4^e classe Nyame Louis est révoqué de son emploi pour mauvaise manière habituelle de servir et fautes graves répétées dans le service.

Agents auxiliaires**Nominations**

Par décision n° 738 du :

12 octobre 1941. — Le nommé Hazoumé Léon est engagé en qualité d'agent auxiliaire au salaire mensuel de mille francs (1.000 frs).

Par décision n° 747 du :

16 octobre 1941. — La nommée Lucie Petit est engagée en qualité d'infirmière auxiliaire stagiaire.

Elle aura droit en cette qualité à un salaire mensuel de deux cents francs (200 frs.).

Démissions

Par décision n° 736 du :

11 octobre 1941. — L'agent auxiliaire Collet Comlavi est rayé des cadres sur sa demande, à compter du 24 septembre 1941.

Par décision n° 748 du :

16 octobre 1941. — Est acceptée pour compter du premier novembre 1941, la démission de son emploi offerte par l'agent auxiliaire Trézise Ignace.

Par décision n° 753 du :

16 octobre 1941. — Est acceptée pour compter du 1^{er} novembre 1941, la démission de son emploi offerte par l'agent auxiliaire Dogbe.

Licenciements

Par décision n° 734 du :

11 octobre 1941. — L'agent auxiliaire Kouassi Aloysius Edoh est licencié de ses fonctions pour inaptitude physique.

Il lui est accordé une indemnité de licenciement de six cent cinquante francs (650 frs.) équivalant à deux mois de son salaire.

Par décision n° 735 du :

11 octobre 1941. — L'agent auxiliaire Paul est licencié de son emploi à compter du 4 septembre 1941 et rayé du contrôle, pour absence irrégulière.

Par décision n° 737 du :

11 octobre 1941. — L'agent auxiliaire Ahouansou Hounzagbe, condamné à 2 ans de prison, est licencié de son emploi et rayé du contrôle pour compter du 30 août 1941 date de son incarcération.

Par décision n° 752 du :

16 octobre 1941. — L'agent auxiliaire Mensah Faustin, condamné à 3 mois de prison et 50 francs d'amende, est licencié de son emploi et rayé du contrôle, pour compter du 19 septembre 1941, date de son incarcération.

Par décision n° 766 du :

24 octobre 1941. — L'agent auxiliaire Tabate est licencié de son emploi et rayé du contrôle pour abandon de poste, à compter du 9 septembre 1941, date de l'expiration de sa permission.

Par décision n° 767 du :

24 octobre 1941. — L'agent auxiliaire Amessimenou, en absence irrégulière, est licencié de son emploi pour compter du 1^{er} octobre 1941.

DIVERS

Affaires courantes

Par décision n° 750 du :

16 octobre 1941. — M. de Saint-Alary, administrateur en chef des colonies, inspecteur des affaires administratives, est chargé de l'expédition des affaires courantes, et délégué pour la signature des pièces comptables du budget local durant l'absence du Commissaire de France en tournée.

Allocations de retraite

Par arrêté n° 572 du :

16 octobre 1941. — Les allocations de retraite suivantes sont accordées aux agents des cadres locaux indigènes ci-après :

1^o — Allocation de retraite pour ancienneté de service au taux annuel de Quatre mille cent quatre-vingt-dix francs (4.190 frs.) avec indemnité pour charges de famille, à M. Padonou Fritz, aide-médecin de 1^{re} classe, né à Glidji (cercle d'Anécho — Togo) le 22 octobre 1882, 34 ans, 1 mois, 21 jours de services effectifs.

La date de jouissance de cette allocation est fixée au 1^{er} juillet 1941.

2^o — Allocation de retraite pour ancienneté de service au taux annuel de Deux mille cent soixante frs. (2.160 frs.) avec indemnité pour charges de famille, à M. Abbey Amouzou Joseph, infirmier-major de 1^{re} classe, né à Anécho (Togo) vers 1876, 36 ans, 5 mois, 18 jours de services effectifs.

La date de jouissance de cette allocation est fixée au 1^{er} juillet 1941.

3^o — Allocation de retraite pour ancienneté de service au taux annuel de Mille cent soixante cinq francs (1.165 frs.), à M. Afanvi Dossouvi, garde d'hygiène de 1^{re} classe, né à Anécho (Togo) en 1875, 38 ans, 6 mois de services effectifs.

La date de jouissance de cette allocation est fixée au 1^{er} juillet 1941.

4^o — Allocation de retraite pour ancienneté de service au taux annuel de Quatre mille deux cents frs. (4.200 frs.) avec indemnité pour charges de famille, à M. Amadou Moïse, maître-ouvrier de 1^{re} classe des travaux publics, né le 22 février 1882, à Lagos (Nigéria), 43 ans, 6 mois de services effectifs.

La date de jouissance de cette allocation est fixée au 1^{er} juillet 1941.

5^o — Allocation de retraite pour ancienneté de service au taux annuel de Trois mille cent soixante-onze francs (3.171 frs.) avec indemnité pour charges de famille, à M. do Rego Seydon, maître-ouvrier de 4^e classe des travaux publics, né à Ouidah (Dahomey) vers 1880, 41 ans, 6 mois de services effectifs.

La date de jouissance de cette allocation est fixée au 1^{er} juillet 1941.

6^o — Allocation de retraite pour ancienneté de service au taux annuel de Trois mille cent vingt-huit frs. (3.128 frs.) avec indemnité pour charges de famille, à M. Assogba Okpo, maître-ouvrier de 6^e classe des travaux publics, né à Atakpamé (Togo) vers 1886, 38 ans, 8 jours de services effectifs.

La date de jouissance de cette allocation est fixée au 16 août 1941.

7^o — Allocation de retraite pour ancienneté de service au taux annuel de Deux mille cinq cent vingt-cinq francs (2.525 frs.) avec indemnité pour charges de famille, à M. Kpodar Assiongbovi, maître-ouvrier de 6^e classe des travaux publics, né à Glidji (cercle d'Anécho — Togo) le 15 février 1878, 40 ans, 6 mois de services effectifs.

La date de jouissance de cette allocation est fixée au 1^{er} juillet 1941.

8^o — Allocation de retraite pour ancienneté de service au taux annuel de Deux mille huit cent cinquante francs (2.850 frs.) avec indemnité pour charges de famille, à M. Améganvi Kouévi William, maître-ouvrier de 6^e classe des travaux publics, né à Anécho (Togo) le 15 avril 1880, 42 ans, 6 mois de services effectifs.

La date de jouissance de cette allocation est fixée au 1^{er} juillet 1941.

9^o — Allocation de retraite pour ancienneté de service au taux annuel de Mille huit cent vingt-cinq frs. (1.825 frs.) à M. James Jean, ouvrier de 1^{re} classe des travaux publics, né à Glidji (cercle d'Anécho — Togo) le 3 janvier 1884, 35 ans, 6 mois de services effectifs.

La date de jouissance de cette allocation est fixée au 1^{er} juillet 1941.

10^o — Allocation de retraite pour ancienneté de service au taux annuel de Trois mille cent vingt-cinq francs (3.125 frs.) avec indemnité pour charges de famille, à M. Sant'Anna Yessifou, maître-ouvrier de 4^e classe des travaux publics, né à Agoué (Dahomey) le 25 mai 1864, 44 ans, 10 mois, 7 jours de services effectifs.

La date de jouissance de cette allocation est fixée au 21 juillet 1941.

11^o — Allocation de retraite proportionnelle au taux annuel de Neuf cent vingt-sept francs (927 frs.) à M. Gaoussou Soumanou, planton de 7^e classe, né à San (Soudan français) vers 1895, 24 ans, 5 mois, 22 jours de services effectifs.

La date de jouissance de cette allocation est fixée au 1^{er} septembre 1941.

12^o — Allocation de retraite pour ancienneté de service au taux annuel de Quatre mille cinq cents frs. (4.500 frs.) avec indemnité pour charges de famille, à M. Koffi Alowoanou, maître-ouvrier, de 1^{re} classe des chemins de fer, né à Anécho (Togo) en 1880, 38 ans, 4 mois, 19 jours de services effectifs.

La date de jouissance de cette allocation est fixée au 1^{er} juillet 1941.

13^o — Allocation de retraite pour ancienneté de service au taux annuel de Deux mille sept cent quatre-vingt-cinq francs (2.785 frs.) à M. Lawson Albert, maître-ouvrier de 6^e classe des chemins de fer, né à Porto-Ségouro (Togo) en 1877, 35 ans, 10 mois, 26 jours de services effectifs.

La date de jouissance de cette allocation est fixée au 1^{er} juillet 1941.

14^o — Allocation de retraite pour ancienneté de service au taux annuel de Deux mille cent francs (2.100 frs.) à M. Dognon Edoh, maître-canotier principal hors classe du wharf, né à Adafia (Gold-Coast) en 1884, 38 ans, 19 jours de services effectifs.

La date de jouissance de cette allocation est fixée au 1^{er} juillet 1941.

15^o — Allocation de retraite pour ancienneté de service au taux annuel de Mille-deux cent quarante frs. (1.240 frs.) à M. Akakpovi Moïse, second-maître du wharf, né à Adafia (Gold-Coast) en 1884, 37 ans, 1 mois de services effectifs.

La date de jouissance de cette allocation est fixée au 1^{er} juillet 1941.

La dépense résultant du paiement des allocations ci-dessus concédées et des indemnités pour charges de famille y afférentes est imputable, pour les onze premiers agents au budget local et pour les autres (N^{os} 12 à 15) au budget annexe du chemin de fer et du wharf.

Bourses

Par arrêté n^o 567 du :

16 octobre 1941. — Une bourse d'études de DOUZE MILLE FRANCS (12.000 francs) est accordée, pour l'année scolaire 1941-1942, à M. Johnson Patrice, étudiant en médecine à Alger.

Cette bourse est payable mensuellement et d'avance par le service administratif colonial au moyen d'ordres de paiement émis par le directeur de ce service sur la prévision constituée par le territoire sous la seule obligation par le bénéficiaire de produire les certificats ou justifications de scolarité les 10 décembre, 10 mars et 10 avril de chaque année.

Les dits certificats ou justifications seront mis au soutien du dernier versement trimestriel.

Par décision n^o 754 du :

16 octobre 1941. — Sont renouvelées pour l'année scolaire 1941-1942 les bourses suivantes :

1^{re} — Une bourse d'études de Trois mille francs (3.000 frs.) à M. Franklin Robert Emmanuel, élève au Lycée Van Vollenhoven de Dakar;

2^o — Une bourse d'études de Trois mille francs (3.000 frs.) à M. Randolph François, élève au Lycée Saint-Louis, sous réserve d'être admis à la classe supérieure.

Ces bourses sont payables aux proviseurs des établissements sus-indiqués.

Commission

Par décision n^o 763 du :

22 octobre 1941. — La commission des mercuriales composée de :

M. Moal, administrateur des colonies, chef du bureau des affaires politiques, administratives et économiques

Président

M.M. Toqué, chef du service des douanes,

Mancion, chef du service de l'agriculture,

Sanson, administrateur des colonies, de Souza Félicio, membre indigène

du conseil d'administration,

Dole, agent de la Compagnie Française de l'Afrique Occidentale,

Olieu, agent de la Société Commerciale de l'Ouest Africain,

Mensah J. Albert, commerçant,

Membres

se réunira le jeudi 23 octobre 1941 à 9 heures au bureau des affaires politiques, administratives et économiques en vue de la fixation des mercuriales officielles.

Coupe de bois

Par décision n° 758 du :

21 octobre 1941. — Est accordée au commandant de cercle de Lomé (subdivision de Tsévié) l'autorisation de coupe de bois (*Lonchocarpus sericeus*) nécessaire à la cession de :

75 rondins de 2 mètres } diamètre moyen: 12 à 15 cm.
80 rondins de 3 mètres }

qui seront expédiés d'urgence par ses soins à l'autorité militaire (direction de l'artillerie) à Lomé.

Dégrèvements — Remises gracieuses — Remboursement de trop perçu

Par arrêté n° 571 du :

16 octobre 1941. — Sont accordés les dégrèvements et remises gracieuses suivants :

**EXERCICE 1941
Impôt personnel sur les Européens**

		Trésor				
RÔLE		Impôt	C. A.	Prost.	Total	
Nos Art.						
181	92	M ^{re} J. Marie Cessou	280	11,50	40	281,50
181	107	R. P. Riegiert.	280	11,50	40	281,50
181	90	— Blondé.	280	11,50	40	281,50
181	102	— Maurer.	280	11,50	40	281,50
181	98	— Girard.	280	11,50	40	281,50
181	98	— Fritch.	280	11,50	40	281,50
181	100	— Hickenbick.	280	11,50	40	281,50
181	114	— Zosso.	280	11,50	40	281,50
181	97	Rev. Past. Faure	248	11,50	40	299,50
142	1	R. P. Riebstein.	280	11,50	40	281,50
142	2	— Koeltz.	280	11,50	40	281,50
142	3	— Kwakume.	280	11,50	40	281,50
		2.778	138,—	480	3.396,—	

Impôt personnel Indigène

Lomé-V. Rôle n° 114 art. 159 Fally Fidele. | 125 | 6,20 | 25 | 156,20

Impôt personnel Européen

Lomé-Subdiv. Rôle n° 89 art. 1 R. P. Werle | 280 | | 40 | 270

RÔLE		Tsévié			
Nos	Art.	Impôt	C. A.	Prost.	Total
84	4	R. P. Blanck.	280	40	270
84	5	— Frering.	280	40	270
84	2	— Bardol.	280	40	270
84	3	— Steinmetz.	280	40	270
		920	160	1.080	

Patentes

	Princip	C. A.	Total
Trésor-Rôle n° 68 art. 33 Viale Raymond	387	17,40	354,40

EXERCICE 1940

	Impôt personnel	Ar. per.	Total
S/Mango-Rôle n° 101 art. 2 Dapoutre Hubert	491	20	511

Sont autorisés les remboursements suivants :

EXERCICE 1941**Impôt personnel et taxe additionnelle**

Trésor-Rôle n° 131 art. 4 Astier Arthur J. (1.088-753) 915 frs.
Atakpamé-Rôle n° 60 art. 17 Gaultier Jacques (705,50-270) 435,50.

Le trésorier-payeur est autorisé à porter les dégrèvements sus-mentionnés en réduction de ses pièces en charge.

Frais funéraires

Par décision n° 743 du :

16 octobre 1941. — Est accordée au nommé Combey Stéphan, domicilié à Lomé, la somme de QUATRE CENTS FRANCS (400 frs.) au titre de remboursement des frais funéraires supportés par lui à l'occasion du décès de son frère Combey Wilfried, pointeur du réseau des chemins de fer, survenu à Lomé le 11 août 1941.

Secours

Par décision n° 744 du :

16 octobre 1941. — Un secours éventuel de TROIS CENT QUATRE VINGT TROIS FRANCS TRENTÉ CENTIMES (383 frs., 30) correspondant à un mois de solde du pointeur de 5^e classe du chemin de fer Combey Wilfried, décédé à Lomé le 11 août 1941, est accordé à Madame Combey Nadou née Kotokou, demeurant à Lomé.

Terrains domaniaux

Par arrêté n° 577 du :

16 octobre 1941. — Est attribué en toute propriété à la Compagnie Française de l'Afrique Occidentale, société anonyme dont le siège social est à Marseille, Cours Pierre Puget n° 22, un terrain domanial de la surface de 17 ares 39 centiares, situé à Palimé, subdivision de Klouto, cercle du Centre, et faisant l'objet du titre foncier n° 2 de Klouto.

Par arrêté n° 578 du :

16 octobre 1941. — Est attribué en toute propriété à la Compagnie Française de l'Afrique Occidentale, société anonyme dont le siège social est à Marseille, Cours Pierre Puget n° 22, un terrain domanial de la surface de 86 ares 40 centiares, situé à Atakpamé, subdivision d'Atakpamé, cercle du Centre, et faisant l'objet du titre foncier n° 2 d'Atakpamé.

Par arrêté n° 579 du :

16 octobre 1941. — Le nommé Eclou Gabriel N., maître-maçon, demeurant à Lomé, est autorisé à occuper à ses risques et périls une parcelle d'un terrain domanial situé à Anié, cercle du Centre, constituant le lot n° 18 du lotissement du centre commercial d'Anié, d'une superficie de neuf ares.

Ce permis d'occupation est accordé aux conditions fixées par le cahier des charges.

Par arrêté n° 580 du :

16 octobre 1941. — Le nommé Mable Fabian E., acheteur de produits, demeurant à Blitta, est autorisé à occuper à ses risques et périls une parcelle d'un terrain domanial situé à Blitta, cercle du Centre, constituant le lot n° 6 du lotissement du centre commercial de Blitta, d'une superficie de quinze ares.

Ce permis d'occupation est accordé aux conditions fixées par le cahier des charges.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS ET COMMUNICATIONS

DOMAINES

Avis de demande d'immatriculation au livre foncier du Territoire du Togo

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de Lomé.

Suivant réquisition, n° 1178, déposée le 14 octobre 1941 le sieur Ohin John K. profession d'employé de commerce, demeurant et domicilié à Anécho, agissant en son nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier complanté de cocotiers d'une contenance totale de 2 hectares 12 ares 17 centiares, situé à Payimé, cercle d'Anécho et borné au nord par terrains à Tychus Lawson et Akpakpogan Amadothé, à l'est par terrain à Témadou, au sud par terrain à Amouzou, à l'ouest par terrains à Apedo et John K. Ohin.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1179, déposée le 14 octobre 1941 le receveur des domaines, demeurant et domicilié à Lomé, agissant au nom et pour le compte du territoire du Togo placé sous le mandat de la France a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain en forme de quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 76 ares 30 centiares, situé

à Sokodé, cercle de Sokodé et borné au nord, à l'est et au sud par terrain à Soulé Assosso Alassané Maliwoudo, à l'ouest par la route vers Zongo.

Il déclare que ledit immeuble appartient au territoire du Togo et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux ci-après détaillés, savoir :

Occupation temporaire par le conseil d'administration des missions évangéliques en vertu d'un arrêté du 23 novembre 1940.

Avis de bornage

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le vendredi 28 novembre 1941 à huit heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, quartier n° 6, cercle de Lomé consistant en un terrain urbain, non bâti, ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance d'environ 52 ares 10 centiares, et borné au nord-est par la rue Flatters, au sud-est et sud-ouest par terrain aux héritiers John Apaloo, au nord-ouest par une rue non dénommée dont l'immatriculation a été demandée par Monseigneur Cesspu Jean-Marie, profession de Vicaire Apostolique de Lomé, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en qualité de président du conseil d'administration des biens de la mission catholique de Lomé suivant réquisition du 3 septembre 1941, n° 1176.

REMERCIEMENT

M. Robert Kouakou Achille GBEDEY exprime ses sincères remerciements et sa vive gratitude aux camarades, amis et connaissances qui, de près ou de loin, lui ont témoigné leur sympathie lors du décès de son fils Bénédict Martin Vignon survenu à Lomé le 17 octobre 1941.